

tribune socialiste

le X^e congrès du PSU
vers

n° 722 — 4 F
du 9 DEC. au 15 DEC. 76

nouvelle édition
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU



Barre-Amaury, vous avez assez ri !

Direction politique :
Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rubriques :

- Où va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Lutttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deslhiat - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informat Press. Tél. : 254-71-18, Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

RPR : tout à Chirac. *F. Turquan*

P. 4

Injustice

Armée : contre la répression

P. 5

Briser la chaîne

Travail social contre normalisation

Parisien libéré, une longue maturation. *M. Camouis*

P. 6

P. 7

Le pire

Une commission : nucléaire et écologie

P. 8

Les exclus de l'intérieur

Un mouvement trop méconnu : les « ikastola ». *C. Torre*

P. 9

Entre nous et pour vous

Pour le X^e congrès du PSU

P. 10 à 15

Et pourtant elle tourne

Le message yougoslave. *V. Fay*

Espagne : s'abstenir c'est voter. *A. Noël*

Arba, 20 ans après. *C. Suhard*

Portugal, la droite militaire. *A. Echegut*

Rhodésie : rompre avec le passé. *M. Tichnikov*

P. 17

P. 18

P. 18

P. 19

P. 20

C'est aussi politique

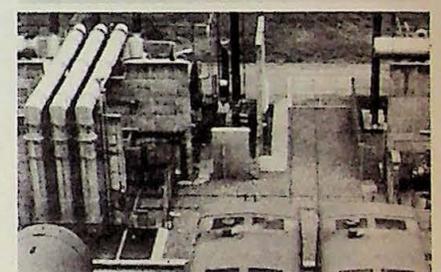
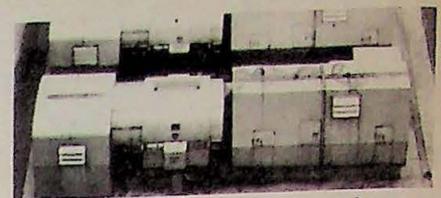
Un film : *M. Klein*. *S. Sorel*

Un livre : *On nous appelait fellagah*. *M. Lay*

Théâtre : *Fascination*. *D. Nores*

P. 21

P. 22



courrier des lecteurs

Il semble, cette semaine, que les bics soient lâchés. Le courrier est plus abondant

La Dordogne — une région où l'on fait le maximum pour TS — nous envoie des commentaires bien intéressants :

● « Salut et amitié à tous ceux qui font cet écrasant et remarquable travail » [...]

Commentant l'article « Une semaine à TS », notre correspondant remarque judicieusement que — « sans être particulièrement militarisé » — « la ponctualité et la discipline de travail sont des critères aussi importants que le talent dans le choix des collaborateurs [...] » ;

— le « haut niveau culturel » du journal (« il y a quand même quelques ouvriers et paysans qui n'ont pas apprécié les bandes dessinées planantes de Aline ou de Olger », (c'est vrai, beaucoup de lecteurs y étaient allergique...) ;

— le « côté intellectuel subtil dans les titres des rubriques... qui ne donnent pas envie de lire les articles (ex. Paris, je t'aime, Charybe et Sylla, Là aussi les Schlumpf, Solidarité) (avec qui ? pourquoi ?) ;

— il faut des titres informatifs, sinon « ce n'est que verbiage » [...]

— il est nécessaire qu'il y ait des articles dits « de civilisation » (dans le domaine culturel). « Pensez utile », sinon « on se croirait à une élection rad-soc. ». Mais parler des spectacles peu connus et bons « alertera les provinciaux que nous sommes pour tenter de faire descendre ces spectacles » ;

— enfin, plus que des mots croisés, parler des jeux : tarots, dames.

Remarques constructives que l'on aime bien recevoir. ■

● Michel Gont, du Creusot souligne que les « articles sont de qualité, mais œuvre de spécialistes ». Pourquoi ce « mais », cela est nor-

mal, le journalisme est un métier qui doit se concevoir bien !

Notre correspondant suggère de « demander avec force des centres sociaux qui se chargeraient d'étudier, à l'aide des « Sciences humaines » (graphologie, psychologie), le cas de chaque être humain à la recherche d'un emploi ».

Hélas, il y a un million et demi d'êtres humains/chômeurs (on frémit !). ■

● Marie-Noëlle Chapeleau et Xavier Dousset, de Nantes ont apprécié les reportages pour les législatives sur Paris (5^e) et la Gironde et demandent des chroniques télévision, cinéma, littérature et la rubrique « petites annonces » (bonne idée). ■

● Jean Rousselot, poète (L'Etang-la-Ville), heureux de voir TS s'intéresser enfin à la littérature et à la poésie, note toutefois : « Il est

inexact de dire (p. 21), dans TS, n° 720 (article de Jean-Claude Chastaing) que « En France, aucune subvention n'est versée aux revues de poésie ». Le Centre national des lettres (6, rue Dufrenoy, Paris), subventionne, en effet, les revues de poésie et vous risquez un démenti de sa part. Ayant présidé, pendant des années, la commission qui attribue ces subventions (il s'agit d'abonnements, ce qui revient au même), je tenais à cette rectification — toute personnelle ».

Affirmation effectivement imprudente... Mais il nous étonnerait beaucoup que Jean Rousselot ne participe pas de notre inquiétude sur la situation faite à la poésie en France. (NDLR). ■

Beaucoup de lettres reçues cette semaine. Certaines s'adressant plus personnellement à la Direction de TS, nécessitent des réponses individuelles. Mais continuez à nous écrire, vos encouragements, vos critiques, vos suggestions nous sont nécessaires. ■



Barre-Amaury, vous avez assez ri !

Photo Boriant - Adja

à propos du conflit du Parisien libéré

Dans un communiqué publié le 5 décembre 1976, le Syndicat de la magistrature s'est, lui aussi, élevé contre l'intervention des forces de l'ordre contre les travailleurs du *Parisien libéré* en constatant : « Qu'une nouvelle fois est démontré le caractère inégalitaire de la justice. En effet, le gouvernement qui, au nom d'une certaine légalité a multiplié les poursuites pénales à l'encontre des ouvriers du *Parisien libéré* n'hésite pas aujourd'hui à recourir à la force publique pour briser une grève légitime, alors que les décisions du Conseil des Prud'hommes de Paris ordonnant paiement de leurs salaires aux ouvriers ne sont toujours pas exécutées et que la justice civile et pénale ne se sont toujours pas prononcées sur les poursuites engagées par les ouvriers contre M. Amaury. Il y a donc une justice à deux vitesses et une répression uniquement au service des grands intérêts privés. »

éditorial

avec le soutien constant du gouvernement...

L'EVACUATION, par la police, de l'imprimerie du Parisien libéré, que les travailleurs du livre occupaient depuis vingt mois, marque une nouvelle aggravation de l'offensive gouvernementale contre la presse et la liberté d'expression.

Que l'on ne s'y trompe point. Les actions convergentes du pouvoir tendent toutes à favoriser la prise en main de toute la grande presse par quelques personnages intimement liés au pouvoir — politiquement et matériellement. Par voie de conséquence à étouffer la presse d'opinion.

En l'espace de quelques mois, on a vu Robert Hersant prendre le contrôle du Figaro et de France Soir. Il s'en est suivi une remise en ordre brutale dans les rédactions, qui a entraîné soit le licenciement, soit le départ de dizaines de journalistes. Pour ceux qui restent, les ukases tombent quotidiennement. Une seule politique à développer, celle de la direction.

Ici même, la semaine dernière, nous étions amenés à souligner la gravité des mesures prises en matière de TVA désormais appliquée à la presse, si l'Assemblée confirme le projet de loi qu'elle a voté en première lecture. Pour tous les hebdomadaires politiques, et particulièrement pour TS, cela équivaut, sauf un sursaut rapide de leurs lecteurs, à une mise à mort.

Restait l'affaire du Parisien libéré.

AVEC un cynisme rare, Raymond Barre s'est abrité derrière la décision de la cour d'appel, pour justifier l'évacuation par les forces de police de l'imprimerie de la rue d'Enghien. Or, le gouvernement n'était nullement tenu d'exécuter cette décision dans les délais où il l'a fait. Il s'agissait d'une peine civile et non pénale. C'est à la requête d'Amaury que cela a été fait.

En clair, cela veut dire que le gouvernement s'est mis au service des intérêts privés d'Amaury, patron de combat, qui refuse d'appliquer la législation du travail dans son entreprise. Car là est le fond de l'affaire. Amaury, est le seul patron de presse de la région parisienne qui refuse de ratifier l'accord-cadre, signé par le reste des patrons et la Fédération du Livre. Dans son journal, il refuse l'existence d'un comité d'entreprise, et toutes les garanties que la loi et la convention collective accordent aux travailleurs.

Malgré ces violations constantes de la loi, et les demandes réitérées des syndicats sous des formes multi-

ples pour que la négociation soit engagée, Amaury maintient son refus depuis vingt mois. Avec le soutien constant du gouvernement et de l'Elysée.

On se souvient de l'arrivée du Tour de France, où Amaury, organisateur de celui-ci, paraissait aux côtés de Giscard d'Estaing. La grève était déjà commencée.

Depuis, des forces considérables de police patrouillent jour et nuit, pour aider à l'acheminement d'un journal fabriqué dans des conditions pirates, hors de toute légalité.

Le gouvernement manifeste ainsi non seulement son mépris du droit des travailleurs, mais aussi son souci de faire lire quoi qu'il en coûte — un journal qui développe tous les thèmes les plus fascisants, dont le racisme qui sévit dans toutes ses colonnes, n'est pas le moindre.

L'E scandale a été tel, la manifestation de solidarité si vive, que le gouvernement cherche maintenant à s'en tirer par la nomination d'un médiateur. Cette technique — que les Lip ont bien connue — ne dégage pourtant pas le gouvernement de ses responsabilités. Car Amaury, lui, reste intraitable. Dans ces conditions, il est temps de passer dans tous les secteurs de la presse à l'offensive.

Syndicats de journalistes et Syndicat du Livre, doivent pouvoir s'entendre pour que leur solidarité se manifeste constamment face aux violations de la loi et des conventions collectives qu'ils subissent en permanence dans nombre d'entreprises. Il y va de la liberté d'expression dans ce pays. Au niveau de la presse d'opinion, nous nous prononçons sans équivoque pour la création d'un syndicat de la presse politique, qui puisse défendre ses intérêts spécifiques. Il n'est pas inutile de signaler que l'actuel président de la Presse hebdomadaire est le dénommé Amaury, qui s'est gardé bien entendu de défendre la dite presse, face aux projets gouvernementaux.

Dans cette très difficile bataille, TS a un rôle important à jouer. A la condition que la campagne d'abonnements lancée depuis plus de deux mois, prenne une toute autre ampleur.

Disons-le sans ambages, si nos lecteurs ne se mobilisent pas dès cette semaine, dans l'heure même qui suit cet appel, TS risque très fort d'être une nouvelle victime de l'offensive Barre-Amaury.

Christian GUERCHE ■

humeur: la confiance n'est plus ce qu'elle était...

Les forces de l'ordre qui ont donné l'assaut à l'imprimerie du *Parisien libéré* était exclusivement composées de gendarmes mobiles : y compris le bulldozer qui a défoncé la porte. La police et les CRS n'ont été utilisés que pour assurer le bouclage du quartier. Une raison simple : le ministère de l'Intérieur craignait les fuites lors de la préparation et voulait éviter que les travailleurs du Livre soient prévenus de ce qui se tramait contre eux.

Dans les services des écoutes téléphoniques, non seulement on ne fait plus travailler n'importe qui ou n'importe quel retraité prêt à faire un peu de perruque pour quelques sous, mais en plus on ne fait qu'un double des comptes rendus d'écoute, en dehors de celui destiné au ministre demandeur, et les curieux sont priés de venir les consulter dans une pièce d'où ils ne sortent pas.

Dans plusieurs ministères, notamment à l'Intérieur et aux Finances, les photocopieurs ont été placés sous haute surveillance avec cerbère chargé de lorgner sur les documents reproduits. L'Elysée a fait réunir récemment tous les hommes du pouvoir et les chargés de presse en contact étroit avec les journaux : le but était d'étudier de quelle façon la presse va pouvoir être reprise en main au cours des prochains mois. Ceci valant, bien entendu, pour la radio et la télévision. Il paraît que les médias en prennent trop à leur aise avec le pouvoir.

Dans une note confidentielle du 4 août dernier, la direction générale de l'INSEE a longuement expliqué, à ses directeurs régionaux, qu'il convenait, dans le commentaire des chiffres de « veiller à un juste dosage d'initiative et

de prudence, d'interprétation et de rigueur ». Etant entendu que « même si la statistique a une origine nationale, ses diverses qualités doivent être alors appréciées en fonction du contexte local dans lequel l'information sera interprétée ». Les chiffres sont en train de passer à l'opposition et il ne faudrait pas que cela se sache trop vite.

Le directeur général du commissariat à l'énergie atomique vient d'être condamné, par la cour d'appel de Paris, à la demande du syndicat FO de Saclay qui lui reprochait de manipuler la représentation du personnel en faveur de la CFT. Ce directeur a téléphoné à Bergeron pour s'étonner... et le Bergeron s'est empressé de le répéter à ses syndiqués atomistes.

Aucun excité ne s'est jeté sur les flics à la fin de la manif de solidarité de lundi dernier ; le représentant de l'agence Tass à Paris n'est pas venu à un rendez-vous que lui avait accordé Giscard, les Russes se sont mis à croire à l'arrivée de la gauche au pouvoir, et quand Guéna a commencé à râler, dimanche matin, contre la prise d'assaut de l'imprimerie du *Parisien libéré*, les congressistes de l'UDR qui n'avaient rien compris à l'ire de leur chef se sont mis à huster de joie.

Décidément, on ne peut plus faire confiance à personne quand un bateau se met à couler. Ce n'est pas une raison suffisante pour que d'aucuns se croient obligés de retenir leur souffle de peur de faire des vagues.

C.M. VADROT ■

où va la France ?

RPR : tout à Chirac

RPF + UDR = RPR. C'est la formule par laquelle on pourrait résumer la réunion du 5 décembre. Le nouveau « Rassemblement pour la République » présente en effet des traits communs à la fois avec le RPF des années 1947/51 et avec l'UDR (ou UNR) qu'il remplace.

Le mouvement gaulliste n'est bien évidemment plus dans la situation de 1947/53, où les coalitions successivement majoritaires au Parlement l'avaient confiné dans un ghetto. Il n'est plus ce rassemblement d'aventuriers constitué autour de de Gaulle et de sa croisade anticommuniste et antiparlementariste. C'est avant tout aujourd'hui, même s'il dispose encore d'une certaine base populaire (22 % de ses adhérents sont des ouvriers), un parti de notables bien implantés, et parfaitement intégrés au « jeu politique » traditionnel dont ils avaient été exclus jusqu'en 1953. Une longue période d'exercice du pouvoir, de suprématie dans l'Etat, d'insertion dans les combines et l'affairisme en ont modifié le caractère.

Mais, s'il participe encore au pouvoir, c'est d'une façon réduite : il a perdu en 1974 la vraie direction des affaires. Il est sous-représenté au gouvernement, par rapport au poids qui est le sien au Parlement. La coalition formée par ses anciens vassaux — RI, centristes ralliés en 1969 et certains de ses anciens adversaires, centristes et radicaux, l'a traité en pestiféré, en élément rétrograde. Elle a multiplié depuis deux ans et demi les manœuvres pour l'amoidrir : l'affaire de la mairie de Paris en est le dernier exemple. Tout en faisant partie de la majorité, il s'est vu isolé, attaqué, minoré.

les effets d'une rupture

La campagne de Chirac et la création du RPR marquent la sortie du parti gaulliste de la position défensive à laquelle ses divisions de 1974 et la défaite de Chaban l'avaient réduit. Son passage à l'offensive a été rendu possible par l'échec de la politique de Giscard et l'accumulation par ce dernier de graves erreurs tactiques, dont la rupture avec Chirac n'a pas été la moindre.

Ce passage à l'offensive se traduit d'abord par une adaptation du mouvement gaulliste à la situation qui est la sienne depuis 1974 et n'a pas d'équivalent dans son histoire : être l'élément numériquement majoritaire d'une coalition dirigeante, sans pour autant disposer d'un rôle dirigeant sur cette coalition, sur son gouvernement, et sur sa politique.

Aux débuts de la V^e République, l'UNR, contrairement au RPF, était, non pas un véritable parti, mais plutôt un « Comité de soutien » à l'action de de Gaulle, à qui elle fournissait à la fois une « base de masse » et un appui

parlementaire. Si après 1962, elle se structurait davantage, elle n'en présentait pas moins ce caractère persistant et curieux d'une organisation dont le mode de fonctionnement et de direction était totalement lié à l'exercice du pouvoir et cela, dans le cadre d'une certaine conception de la Constitution : un parti monarchiste, à la limite, tout entier soumis à la volonté du « Prince » sans que celui-ci daigne apparaître comme son chef.

Le « Prince » en question étant mort sans désigner son successeur, l'UDR est apparue en avril/mai 1974 divisée par des querelles « dynastiques » qu'elle était incapable de résoudre, faut de disposer d'un organe ou d'un moyen de direction reconnu par tous ses membres (ce que ne pouvaient ni ses instances statutaires, ni son secrétaire général, ni son groupe parlementaire). Ce manque explique les difficultés de l'UDR, prise au piège de la double allégeance, à Giscard de par ses fonctions, à Chirac par son appartenance au mouvement.

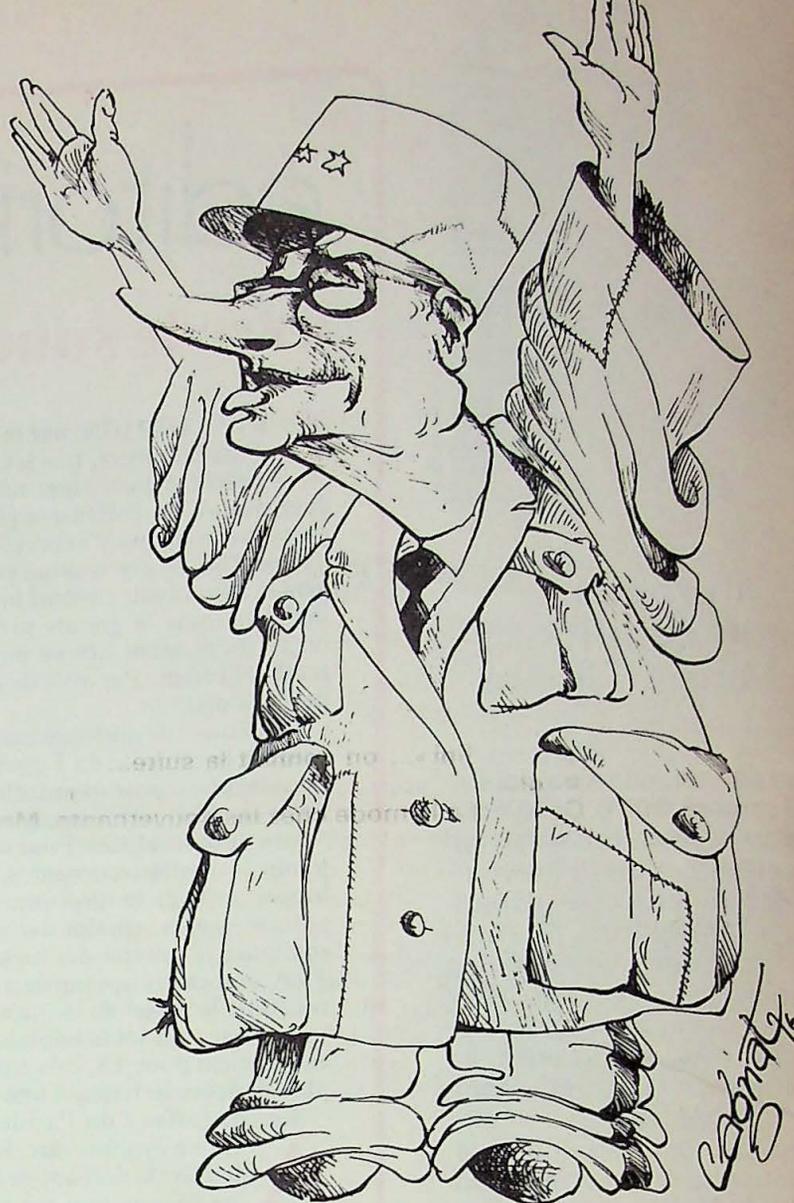
un mouvement présidentialiste

La naissance du RPR tranche ces questions. Le RPR est un parti purement présidentialiste, dont les nouveaux statuts définissent clairement les contours. La seule source de pouvoir en est le président du parti, élu directement par le congrès. Les buts du RPR se dessinent clairement : reprendre les positions perdues au profit de la gauche dans la petite-bourgeoisie et les classes moyennes, apparaître en 1978 comme le dernier rempart

La Gauche ouvrière et populaire (GOP) et Révolution ne forment plus qu'une seule organisation depuis dimanche dernier : l'Organisation communiste des travailleurs (OCT). L'OCT revendique plus de quinze cents membres dont deux forts tiers proviennent de Révolution.

Ainsi, des militants, venus pour certains du PSU, pour d'autres de la Ligue communiste au cours de ces dernières années, venus également d'autres horizons (PCF, CIC) se regroupent pour peser plus lourd dans le champ politique français, notamment, dans celui de l'extrême gauche.

De l'aveu même des responsables,



contre le « péril collectiviste et totalitaire », préparer la victoire de Chirac aux prochaines élections présidentielles. Dans ce cadre, l'allégeance à Giscard devient plus que conjoncturelle ; elle résulte de la nécessité d'un front commun face à la gauche, et non pas d'un accord politique profond marqué par un soutien incondicional. Le RPR sera peut-être moins « frondeur » au Parlement que l'UDR ces derniers mois, puisqu'en s'affirmant sur d'autres terrains, il en aura moins besoin. Par contre, il prendra certainement position de façon plus ferme sur les questions importantes dont dépendra l'issue des prochaines batailles électorales, ainsi que sur l'attribution des prises de responsabilité et la défense de ses positions parlementaires.

La création du RPR donne à Chirac, outre l'avantage de gommer l'image d'une UDR en constant déclin depuis 1972, l'instrument d'abord capable de faire pièce sur le terrain électoral à l'Union de la gauche, puis en cas de victoire de celle-ci, d'animer l'opposition de droite et de diriger la résistance patronale et petite-bourgeoise. Apparaître dans tous les cas de figure comme la seule alternative à la coalition du Programme commun, tel est le

thème central de son orientation, qui tire sa force de la faiblesse de la droite modérée et où l'on retrouve certains accents évocateurs du vieux RPF.

Ce qui frappe depuis quelques semaines, c'est le fait que cette orientation puisse se donner libre cours, que Chirac puisse occuper sans coup férir le terrain hier encore occupé par ses alliés et par ses adversaires. L'initiative politique est revenue à la droite ; la gauche unie paraît surtout se préoccuper d'amoidrir les angles et d'affaiblir ses propositions pour les rendre acceptables par la bourgeoisie, alors même que celle-ci retrouve un homme présidentiel capable de la sauver... des périls du Programme commun.

Au lieu de prétendre séduire quelqu'un qui les a en horreur (à tort, sans doute, si l'on en croit Rocard), au lieu de rechercher sur leur droite des « composantes » aussi nouvelles qu'imaginaires, les partis du Programme commun feraient mieux de s'attaquer aux problèmes qui leur sont posés par le renouveau de cette droite à tous égards menaçants pour le mouvement ouvrier. « Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. » Voilà, pour une fois, un bon dicton.

François TURQUAN ■

naissance de l'OCT

toutes les divergences surgies depuis 1968, mais aussi à propos des appréciations à porter sur le contenu négatif du stalinisme et positif de la Révolution chinoise, n'ont pas été applanies au cours du congrès de fusion. C'est sans doute pourquoi, malgré la différence quantitative des apports respectifs, la parité est de règle dans les instances de la nouvelle OCT, (même si on compte sur certaines pondérations pour faire apparaître le poids politique réel de Révolution).

Invité à prendre la parole, le représentant du PSU a regretté, faute d'éléments, de pouvoir faire porter son analyse sur le fond politique de l'ac-

cord de fusion. Il a néanmoins rappelé que des divergences importantes existaient entre les trois, voire aujourd'hui les deux organisations. Il a conclu en évoquant la nécessité du débat et souhaité que celui-ci puisse avoir lieu avec l'OCT sur l'appréciation de la période, les bases stratégiques et tactiques pour la recherche d'unité des révolutionnaires et d'unité d'action avec la gauche.

TS reviendra sur cette question dans un prochain article à la lecture des différents textes issus du congrès de fusion.

contre la répression dans l'armée

Messmer avait dit : « Lip c'est fini »... on connaît la suite... Bigeard avait dit : « Les comités de soldats, c'est fini »... Décidément l'usage de la méthode Coué est à la mode chez les gouvernants. Mais les faits sont têtus. Les comités de soldats, non seulement existent et se développent, mais encore passent à d'autres étapes d'organisations : celle des coordinations régionales prémisses de la formation d'union régionale syndicale. C'est le sens de l'appel de la coordination Rhône-Alpes (regroupant une douzaine de comités) lancé il y a quelques semaines. Si « les comités c'est fini » la répression, qui est la preuve à contrario de leur existence, elle, n'est pas finie. En quelques jours c'est plus de 20 soldats qui ont été jetés au trou : en Allemagne, en Savoie, à Melun... Alors la solidarité ça n'est pas fini...

• Depuis plusieurs années, les soldats luttent pour l'obtention de leurs droits démocratiques dans l'armée. Ils s'organisent dans des comités, distribuent des tracts pour faire entendre leur voix, lors du 1^{er} mai par exemple, où des centaines de soldats en uniforme défilèrent aux côtés des travailleurs. Ils sortirent aussi hors des casernes pour briser le silence de « la grande muette » (à Draguignan, en septembre 74, puis à Verdun, Karlsruhe, Nancy...)

Après le verdict, « de clémence » rendu au procès des soldats de Draguignan, personne ne peut nier le malaise qui traverse l'armée.

Or, le pouvoir et la hiérarchie militaire, préfèrent accentuer la répression plutôt que satisfaire les légitimes revendications des soldats.

Un an après « l'opération cour de sûreté de l'Etat », une nouvelle vague de répression s'abat sur les casernes, en particulier à Landau (R.F.A.), Bourget-du-Lac, à Lure (Haute-Saône), à Melun, où des appelés sont mis en prison sous le motif suivant : « Participation à un comité de soldats, élaboration de tracts ». A Landau, 15 soldats sont arrêtés, dont Etienne Saunier, travailleur des P.T.T. à Rouen.

Nous exigeons la libération d'E-

tienne Saunier et des 14 soldats emprisonnés à Landau comme ailleurs. Et, nous nous portons présents pour une action de solidarité envers les victimes de la répression, comme nous l'avons fait d'ailleurs lors de « l'opération cour de sûreté de l'Etat ». Les conseillers municipaux d'action

de gauche de la mairie de Louviers (Eure).

Ligue communiste révolutionnaire.
Parti socialiste unifié.

Comité d'action de gauche.

M. Michel Doucet, conseiller général du canton de Louviers, membre du Parti socialiste.

• Le syndicat national CFDT de l'INSEE tient à protester contre l'arrestation et la mise aux arrêts d'un de ses militants Jean-Louis Malliet, soldat au 135^e RT à Karlsruhe. L'an dernier déjà et avec une brutalité inadmissible, le pouvoir lançait une vague de répression contre la CFDT. Depuis, et alors que de graves accusations sans aucun fondement pèsent encore sur de nombreux militants, la hiérarchie militaire poursuit une répression « douce » et quotidienne, emprisonnant par-ci par-là quelques soldats, pratiquant les mutations discrétionnaires à l'aide des méthodes scandaleuses de la sécurité militaire.

• Le syndicat national CFDT de l'INSEE exige donc la libération immédiate de Malliet et de Chaussivet arrêté avec lui et réaffirme à cette occasion le droit pour les militaires à l'exercice des libertés démocratiques dans l'armée, en particulier les droits d'opinion, d'information, d'expression et d'association.

• Dans son numéro 720 du 25 novembre, TS fait état de la mise aux arrêts de rigueur de militants de la BA 725 au Bourget pour avoir participé à la rédaction du bulletin du comité de soldats. de leur unité.

Je vous signale que les mêmes faits se sont produits au 1^{er} RAMA de Melun : sept appelés, membres du comité de soldats (dont l'un, originaire de Paimpol dans les Côtes du Nord, est militant de l'Union démocratique bretonne et adhérent de la CGT) ont été arrêtés le 16 octobre, interrogés par la Sécurité militaire et punis de soixante jours d'arrêt de rigueur pour « menées antimilitaristes et antinationales ». Leur comité publiait tous les deux mois un bulletin intitulé « le Rama-joie » dans lequel étaient évoqués les conditions de vie à la caserne et les problèmes plus généraux : l'armée, le service militaire... Ils sont maintenant « au trou » dans différentes unités de la région parisienne...

R.G. (Paimpol) ■

bavures policières

Un soir comme un autre, boulevard de la Chapelle : deux jeunes gens font l'objet d'un contrôle d'identité légèrement appuyé. Non contents de les rouer de coups, les magnifiques « gardiens de l'ordre » chargés de cette tâche routinière attachent nos deux compères aux poignets des portières d'une R8 de la police. Celle-ci démarre et force les malheureux à faire un sprint de cinq cents mètres pour éviter d'être traînés sur la chaussée. Une centaine de postiers a visionné la scène en protestant. Aux dernières nouvelles, les victimes ont renoncé à porter plainte après l'intervention efficace d'émissaires très persuasifs du ministère de l'Intérieur auprès de leurs parents.

Les pandores cogneurs s'en tireront avec une sanction disciplinaire, sans passer par les bancs de la correctionnelle. Quand on vous dit que les flagrants délits doivent être, que dis-je, viennent d'être réformés. ■

foyer de subversion

Un qui doit être ravi en cette semaine chargée en « bavures » judiciaires, c'est le sieur Foyer, en garde (ô combien vigilant !) des sceaux, relaxé par la 11^e chambre correctionnelle de la Cour d'Appel de Paris, après avoir été condamné en première instance pour diffamation envers le Syndicat de la magistrature.

Le prononcé du jugement de la Cour d'Appel avait été curieusement différé en raison de la « maladie » d'un conseiller de ladite cour. Une maladie qui venait fort à propos puisque l'arrêt devait tomber juste avant le congrès du Syndicat de la magistrature. Toutes nos félicitations à Foyer dont la candide bonne foi a enfin été reconnue. En attendant, le Syndicat de la magistrature s'est pourvu en cassation. Jugement dans... deux ou trois ans ! ■

CHOCOLAT GRONDARD



Déposé 3/

Signifie ce shako incliné à gauche !
Demi-tour et allez me rectifier ça... On ne fait pas

ASSOCIATION FRANCE-LAOS D'AMITIE ET DE SOLIDARITE (A.F.L.A.S.)

Face aux calomnies répandues par différents moyens d'information, des Français de retour du Laos apportent leurs témoignages sur les réalisations et les difficultés rencontrées par la jeune République du Laos dans l'édification du socialisme.

DEBAT - FILM

VENREDI 10 DECEMBRE 1976 - 20 h 30 - 44, rue de Rennes, 75006 Paris.

briser la chaîne

travail social : contre la normalisation

Le 6 avril 1976 un éducateur de prévention de Nantes, Léon Lanoé est inculpé « d'excitation de mineurs à la débauche ». Il a distribué, au cours d'un week-end des préservatifs, sur leur demande, à de jeunes mineurs, refusant ainsi de fermer les yeux sur leurs relations sexuelles et leur permettant de vivre celles-ci autrement que culpabilisés (avec les conséquences que l'on connaît : grossesse non désirée — autrement...). Rappelons que c'est le père d'un mineur ayant participé à ce week-end, qui, sur la demande expresse d'un juge porta plainte.

Un comité de soutien s'est alors créé à Nantes regroupant de nombreuses organisations syndicales et politiques et des associations familiales de quartier. Des comités de ce type se sont créés un peu partout, notamment à Paris, A Nantes, le jour du procès 4 000 personnes affirmaient leur soutien à Lanoé (c'est une mobilisation très importante dans le secteur de l'action sociale). Verdict : 4 mois avec sursis. Lanoé fait appel. Le Parquet, lui, fait appel à minima. Lanoé repassera en jugement le 15 décembre à Rennes.

Depuis cette date, la répression s'est étendue aux camarades de travail de Lanoé. Ses 26 collègues ont été licenciés. Les CAE (comités d'action éducative) ont été dissous.

non au ghetto d'adolescents

C'est la pratique professionnelle des éducateurs de Nantes qui est condamnée. Au lieu de maintenir dans un « ghetto » les adolescents qu'ils cotoyaient, et de leur imposer les normes de l'adulte modèle, les tra-

vailleurs sociaux ont cherché à leur faire prendre en charge collectivement leur vie (dénonciation des vendeurs d'Euromarché qui matraquaient et tondaient les jeunes surpris à voler ; prise en charge de leur sexualité et de la contraception). Au lieu de jouer un rôle d'assistance individuelle et de charité, les éducateurs ont cherché à participer et à favoriser l'organisation collective des habitants des quartiers (à Bellevue, mobilisations pour le relogement, un terrain d'aventure et un marché parallèle, aux Dervallières action contre cinq expulsions, lutte avec le GANN (groupe d'action Nantes-Nord) pour les transports et les espaces verts).

L'affrontement avec la justice et la police entraîne inévitablement une

prise de conscience du rôle assigné au travailleur social par le système et au bout du compte, le refus de perpétuer ce rôle : réintégrer les « marginaux » ou associaux dans le circuit, pour les neutraliser. Les notables nantais, garants du pouvoir, ne voulaient pas accepter cette nouvelle pratique.

Ce cas de répression n'est pas isolé. Le secteur social est aujourd'hui l'objet d'une politique de restructuration et de rentabilisation (énoncée dans la loi Lenoir).

Il s'agit de rationaliser ce terrain par un vaste contrôle administratif des populations (fichage des « gosses à risques »), dont une des étapes est l'automatisation des DDAS (directions départementales de l'action sanitaire et sociale). L'action sociale n'aurait plus pour but de répondre aux problèmes sociaux, mais d'en connaître les données administratives.

contre le procès de Lanoé

Il s'agit aussi de rentabiliser les établissements (fermeture de certains recours au bénévolat), ce qui crée une situation nouvelle dans ce secteur : le chômage. Dans une période de crise, on s'achemine ainsi vers un renforcement du pouvoir d'Etat dans ce domaine qui vise d'une part à museler les masses populaires, d'autre part à laisser aux travailleurs sociaux le seul rôle d'exécutants des services administratifs.

Pour dénoncer cette situation, une journée sur les luttes dans le secteur

social a eu lieu le 27 novembre dernier à Montreuil. A l'initiative du comité de soutien aux travailleurs sociaux de Nantes, de nombreuses associations et organisations politiques y participaient. Elle a réuni 200 personnes, travailleurs sociaux en majorité. Répartis en diverses commissions, cette assemblée a au moins servi à mettre le doigt sur les problèmes et les contradictions des travailleurs sociaux se matérialisant par des débats orageux, avec les organisations d'usagers notamment.

Cela illustre les difficultés de mettre sur pied une structure de lutte dans le secteur social. Mais la mobilisation se poursuit néanmoins ; ainsi au foyer Pauline Roland, le comité de soutien doit rencontrer Lenoir, le mercredi 1^{er} décembre, rendant ainsi public les mauvaises conditions d'existence et la répression qui s'exerce sur les femmes du foyer. A Brétigny, le foyer de l'enfance DDASS, après la pluie d'avertissements et de licenciements qui s'abattent sur eux et réprime leur pratique éducative, les travailleurs s'organisent avec l'appui de l'UL CFDT.

Une riposte massive de tous les travailleurs s'impose. Nous serons tous à Rennes le 15 décembre pour manifester notre solidarité à la lutte de Lanoé et de ses camarades (1).

(Correspondance) ■

(1) Téléphoner à « Champ social » : 033-39-46, pour contacter le comité de soutien. Des travailleurs sociaux du PSU tiendront sur ce sujet une permanence le 13 décembre, 9, rue Borromée.

d'autres conflits

● **Organismes agricoles** : les menaces s'accumulent sur quelques 10 000 salariés des organismes de développement agricole. La mise en place d'une réforme de structures prévue dans le document « Horizon 80 » se décide entre le ministère de l'Agriculture et les organisations professionnelles officielles sans aucun débat public. La remise en cause des accords d'établissements, les licenciements, le refus de recevoir les syndicats, la stagnation des salaires, telle est la situation. La CFDT appelle toutes ses sections à se mobiliser avant le 15 décembre pour y mettre fin.

● **Bidonville à Mazargues** : Depuis plus de deux ans, le Comité français-immigrés de Mazargues, qui s'est constitué suite à la lutte victorieuse pour la résorption du Bidonville Colgate, mène une action pour le relogement des habitants de « L'Arenas » à la Cayolle.

Les multiples interventions auprès des élus et de la Société gestionnaire « Logirem » n'ont donné aucun résultat alors que les conditions de vie s'aggravent (il pleut dans les maisons, aucune réparation n'est faite, les maladies et la délinquance trouvent ainsi un terrain favorable à leur développement).

Maintenant, nous apprenons que la « Logirem » abandonne la gestion de la

Cité la plus dégradée, qui se bidonvilise. Or, la « Logirem » est la seule Société qui ait vocation pour reloger les habitants venant de cités insalubres. Face à cette situation, les habitants, les différentes associations du quartier ont décidé de mener une action d'information et de large sensibilisation de la population marseillaise, pour que soient effectuées les réparations nécessaires et qu'un programme de relogement soit lancé.

Contact : Roger Antoine : Ilôt 7 n° 4 Grand Arenas, Chemin de Sormiou, 13009 Marseille.

● **Naussac** : A Langogne le 7 décembre à 11 h 30 une quarantaine de paysans de la vallée de Naussac ont pénétré dans les locaux des services des Domaines. Ils ont demandé la communication des documents qui les concernaient. Devant le refus des fonctionnaires, ils se sont emparés des documents qu'ils ont immédiatement brûlés. L'action a été très rapide et s'est déroulée dans le calme avant que les forces de l'ordre n'aient eu le temps d'intervenir. Les paysans de la vallée de Naussac entendent ainsi protester contre le projet de barrage — réservoir de Naussac et réclament l'arrêt immédiat des travaux.

● **Deffrenne (Roubaix-Leers)** : ça continue ! La CFDT, la CGT et l'ensemble des travailleurs des entre-

prises en lutte pour l'emploi (Def-frenne, Tiberghien Frères et Lestienne) appelaient à un rassemblement le jeudi 18 novembre 1976. Cette action étaient soutenue par le PSU, le PC et le PS. Dans le textile de Roubaix-Tourcoing, plus de 1 300 licenciements sont en cours en ce moment. On comprend le cri des syndicats CFDT et CGT : « Il faut sauver l'emploi, notamment textile à Roubaix-Tourcoing ».

La représentante de la Fédération Hacutex-CFDT déclarait « Il ne faut pas attendre un changement probable de majorité. Seule, pour l'instant, l'action peut sauver l'emploi. Là où les travailleurs sont restés passifs, les licenciements sont devenus effectifs ».

A l'issue de ce meeting, les 500 travailleurs sont allés occuper le Syndicat Patronal Textile. Hannart, son président — qui a le culot d'affirmer dans la presse que « les effectifs de l'industrie textile augmentent à Roubaix-Tourcoing — s'était défilé ».

La section de Roubaix du PSU soutient la lutte des travailleurs de Def-frenne Lestienne et Tiberghien Frères.

Elle appellera sans relâche à la formation d'un front syndical et politique pour riposter au démantèlement du textile.

(Correspondances) ■



Fotolib

Parisien Libéré une longue maturation

Nous avons choisi d'intervenir dimanche matin car un autre jour cela aurait pu entraîner des conséquences plus graves. C'est en gros, ce qu'a tenu à préciser Raymond Barre, lundi soir, devant les micros et sur les écrans de télévision. Ainsi, le gouvernement admettait que l'évacuation, par la force, des imprimeries du *Parisien libéré* occupées pouvait déclencher une riposte immédiate, spontanée et sans doute brutale et violente des travailleurs de la presse en particulier, des bureaux (assurances, banques, etc.), nombreux dans ce secteur. Que cela ait pu nuire au lancement de la nouvelle « savonnette » gaulliste, un lancement complaisamment orchestré par un presse aux ordres, quel travailleur sérieux s'en plaindra ?

L'intervention policière contre les licenciés du *Parisien* est autrement plus grave. Elle s'inscrit dans la logique du plan Barre d'austérité. Les autorisations de licenciements, demandées par le patronat et acceptées bien entendu par l'équipe Giscard-Barre-Beullac, passent par l'évacuation de toutes les usines occupées.

Ainsi, la couleur est clairement annoncée. Reste à savoir si la force primera le droit au travail, un droit que de Giscard à Chirac, on ne manque pas d'affirmer.

un pouvoir pressé

Les décisions des tribunaux, confirmant la décision d'évacuation, rappelleront, à un moment opportun, que la justice fait partie de l'institution bourgeoise. A sa manière, le Syndicat de la magistrature l'avait rappelé lors de son récent congrès. Evidemment, d'habitude, le pouvoir se montre moins pressé de faire exécuter la sentence. *Le Parisien libéré*, seul journal national à paraître lundi matin, 6 décembre, annonçait à gros titres : « enfin la justice triomphe... et l'Etat aussi. » Plus loin, il notait : « Elle a fait respecter le droit de propriété et supprimer en même temps le lieu d'où partait chaque nuit des « commandos » d'attaque contre nos voitures, nos transporteurs, notre journal. »

C'est bien cela qui inquiétait le plus patrons et gouvernants. Démarrée dans des formes très traditionnelles (piquets de grève, discours, défilés) l'occupation avait fini par laisser pénétrer des idées d'action nouvelles. Occupation symbolique d'édifices publics, voire religieux, interventions inopinées dans les manifestations sportives (l'*Equipe* et le *Parisien libéré* ont le même propriétaire), et, surtout, obstruction à la distribution du *Parisien libéré* imprimé par des ouvriers FO à Saint-Ouen, près de Paris, ouvriers recrutés alors qu'Amaury, patron du journal, licenciait par ailleurs, donc illégalement en toute impunité. La tactique des « rodéos » (interception et vidage des camionnettes transportant le journal) a été sans doute payante.

La lutte n'en a pas été moins dure,

du fait d'une prise en charge insuffisante de la popularisation du conflit.

Une autre raison d'être inquiet : la sortie de numéros sauvages du *Parisien libéré*. La décision fut longue à

venir (l'occupation a duré 20 mois et six numéros sont sortis). Ces numéros prenaient de plus en plus les formes d'un outil réellement adapté à la lutte et cela devenait difficilement supportable pour le pouvoir et le patronat. Le contenu de ces numéros spéciaux progressait peu à peu. Partant des déclarations de responsables syndicaux, d'élus politiques, on en venait progressivement à un journal plus ouvert à tous les aspects du conflit à toutes ses diversités.

Car, en dépit d'un monolithisme à façade, les licenciés du *Parisien* n'ont pas tout le même point de vue sur les solutions à apporter à leur problème, à celui de la presse, à celui d'une société capitaliste qui restructure de nombreux secteurs afin de maintenir son taux de rentabilité, et de profit.

sortir du corporatisme

Ainsi, les syndicats CGT de l'imprimerie sortaient du corporatisme dans lequel ils s'étaient enfermés depuis la fin de la dernière guerre, en acceptant un système de cogestion (emballage, salaires, temps de travail,

heures supplémentaires) avec le patronat. Or ce dernier a trouvé qu'il réaliserait de meilleurs profits en adoptant les systèmes modernes d'imprimerie. Réveil difficile, réveil brutal : à la hussarde des patrons de presse restructurent. En quelques années, environ quinze entreprises sont ainsi « rénovées » (disparition, fusion, licenciements, déqualification, recyclage bidon, etc.).

A l'occasion de l'occupation de l'imprimerie Larousse, la CGT a rompu de fait, sinon en principe, avec cette vision du syndicalisme. Mais les luttes sont restées très « cadrées » par les responsables syndicaux (peu ou pas d'assemblées, élargissement au secteur pratiquement nul). La rencontre des entreprises occupées en région parisienne, au printemps dernier a sans doute ouvert des perspectives de solidarité de classes réelles. Cette volonté d'encadrement est apportée par l'attitude réservée vis-à-vis de *Ouest-Licenciements*, journal des luttes de la région de Caen, réalisé par les licenciés de Caron-Ozanne, et l'hostilité à l'égard des ouvriers de l'IMRO à Rouen qui avaient trop largement ouvert les portes pendant la lutte.

Le *Parisien libéré* occupé par la police de Poniatoski événement grave, à l'occasion duquel on se doit de rappeler qu'il y a beaucoup d'entreprises d'imprimerie où les travailleurs mènent un combat ultime pour le droit au travail. Car le plan Lecat, qui prévoit 15 000 licenciements dans cette branche, n'a pas été neutralisé par les accords intervenus entre le patronat de la presse écrite et le syndicat du Livre CGT. Les exécuteurs de ce plan poursuivent méthodiquement leur travail de démantèlement. Le mot d'ordre de « rapatriement des publications imprimées à l'étranger » peut-il répondre à la question ? L'option n'est pas nouvelle du côté du patronat. Depuis le V^e Plan quinquennal, depuis dix ans donc, la décision est prise : la France ne sera pas un pays à industrie graphique importante. Le mouvement qui s'est développé autour des licenciés du *Parisien* à l'occasion de cette expulsion tient pour une grande part de l'évolution positive qui conduit les travailleurs de l'imprimerie à se débarrasser peu à peu du corporatisme. Mais, on le voit, la route est encore longue avant que ne se réalise une telle jonction avec les autres secteurs.

Michel CAMOUIS ■



inadmissible

Nous avons tout au long de la lutte des travailleurs du « *Parisien Libéré* », manifesté notre pleine et entière solidarité avec eux.

Nous en sommes d'autant plus à l'aise pour protester avec la dernière vigueur, contre l'expulsion des camarades du journal *Rouge*, par le service d'ordre de la CGT, au cours du défilé de solidarité de lundi.

Tristes pratiques, que nous n'avons jamais admises, et qui en la circonstance s'avèrent particulièrement odieuses.

PSU et rédaction de TS ■

une commission : nucléaire et écologie

Quand un écologiste rencontre un syndicaliste du nucléaire, il commence par lui demander *comment* les centrales et les mines polluent et non pas *si* elles polluent. C'est le piège. Car à partir de cet aspect du dialogue, les syndicalistes, ceux de La Hague et d'ailleurs, en sont réduits à expliquer que plus de précautions pourraient être prises, que les problèmes seront encore plus graves en cas de privatisation (à l'intérieur comme à l'extérieur), que l'information est souvent déformée par EDF ou le CEA... Ils ne peuvent être que sur la défensive.

La discussion de cette commission n'a pas échappé à ce piège qui se ferme sur les travailleurs du nucléaire qui approfondissent leur réflexion sur ce qu'ils font. Ils voulaient expliquer certaines méthodes, contester des chiffres, en ajouter quelques autres, bref informer les écologistes et les autres. Ils ne pouvaient qu'être gênés par le préalable de Brice Lalonde et du représentant du CRILAN, à savoir : pouvons-nous poser une question plus globale, demandons-nous quel type d'énergie il faut préférer pour ne pas mettre en danger les équilibres naturels, quel type de croissance préférons-nous pour limiter les besoins énergétiques ?

Comme cette commission n'a pas respecté le principe selon lequel toutes les questions devaient être posées par écrit lorsqu'elles émanaient de la salle, la discussion fut intéressante et conduisit les atomistes, et quelques autres scientifiques, à aller plus loin dans la remise en cause du nucléaire : l'accusé a bien du mal à se défendre. D'autant plus qu'il fût très bien expliqué que l'argument du chômage résiste mal à un examen sérieux : le passage au nucléaire entraîne des suppressions globales d'emplois.

Lalonde raconta une anecdote que la salle reçut avec étonnement avant d'éclater de rire : en Bretagne les chômeurs embauchés il y a quelques semaines pour démaçouter un certain nombre de plages, viennent de se regrouper pour faire savoir qu'ils réclamaient une « sécurité de l'emploi ».

Exemple amer : faudra-t-il accepter ce genre de paradoxe qui est aussi celui de l'industrie du nucléaire, demandant le représentant des Amis de la Terre ?

Autre argument utilisé : les mines de charbon font plus de victimes, comportent plus de risques que les mines d'uranium ou que les centrales. La réponse des écologistes et de la salle fut : le problème c'est donc les mines de charbon et ce n'est pas parce qu'il n'y a que quelques victimes dans le nucléaire qu'il faut d'avance les accepter.

Cette commission a aussi permis d'apprendre que d'ores et déjà on note des concentrations radio-actives autour de La Hague; que de nombreux laboratoires privés ou universitaires jettent leurs résidus nocifs dans les égouts que l'extraction du minerai est dangereuse pour tous, qu'EDF contrôle la plupart des laboratoires d'écologie par le biais des subventions qu'elles leur versent pour faire des études d'impact, inutiles ou incomplètes; et que le budget publicitaire de l'EDF est largement supérieur aux sommes consacrées par la France aux recherches en matière d'énergies nouvelles et propres.

Au sujet des usines de retraitement on a appris qu'elles étaient à un tel point considérées comme dangereuses par les Américains que la dernière construite, d'une valeur de 65 millions de dollars, restait inutilisée et ne serait probablement jamais mise en route.

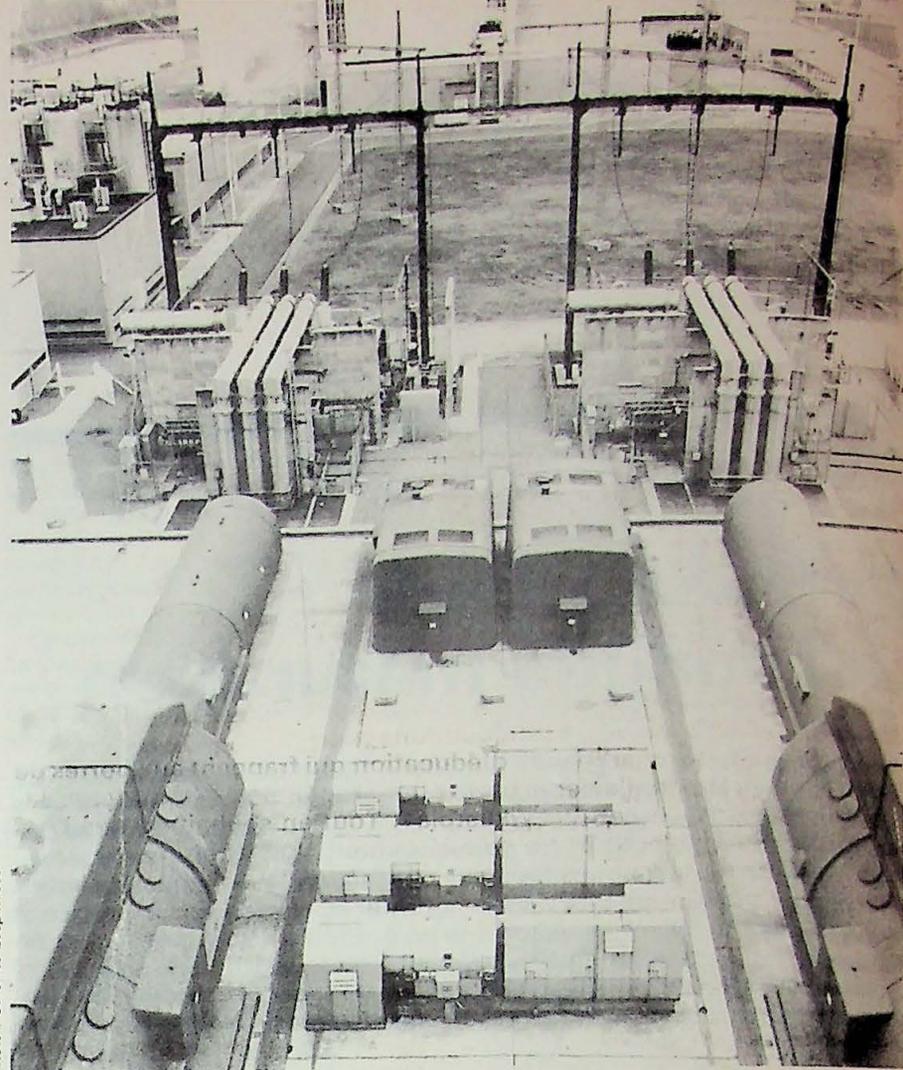


Photo : Caroline Lespinaise

Débat intéressant, à l'image de ce qui se passa souvent ailleurs parce qu'on évita de s'agresser. Mais le lan-

gage ne redevenait commun que lorsqu'il s'agissait d'évaluer un danger et non pas de le nier...

caisse d'épargne : 2 mois de grève

Depuis la Libération, les travailleurs de la Caisse d'Epargne ont arraché de nombreuses revendications. La direction remet en cause la plupart des acquis de plusieurs années de lutte.

Elle remet en cause : la prime de fin d'année qui représente 8 % du salaire, les droits syndicaux dans l'entreprise ; le rôle du Comité d'entreprise ; la possibilité d'obtenir des prêts à des taux limités.

En s'attaquant aux avantages acquis par les travailleurs de la Caisse d'Epargne, le gouvernement veut montrer qu'il peut partout remettre en cause le pouvoir d'achat des travailleurs et l'ensemble des revendications difficilement obtenues dans toutes les entreprises. Le ministre du Travail Beullac, en faisant écho au patronat français, en réclamant des licenciements dans les entreprises, montre bien sa volonté d'engager l'épreuve de force contre le mouvement ouvrier. Cette politique, c'est l'application du plan Barre.

La Caisse d'Epargne est un conflit provoqué par le pouvoir. C'est parce que le pouvoir a décidé de faire payer aux travailleurs la réorganisation de l'économie qu'il a pris les mesures frappant les travailleurs (hausse des cotisations de la Sécurité sociale, impôt supplémentaire, etc.).

C'est parce que le gouvernement Barre veut briser le front des travailleurs unis contre les diminutions de salaires de la Caisse d'Epargne qui, par leurs luttes depuis la Libération, avaient obtenu de nombreuses revendications.

Pour faire échec à l'offensive patronale-gouvernementale, le PSU appelle à la constitution d'un vaste mouvement de soutien des syndicats et partis de gauche contre le plan Barre, pour soutenir les travailleurs de la Caisse d'Epargne de Paris.

(Correspondance) ■

coordination : le relais sera-t-il pris ?

Relais pris en effet, pour ce qui nous concerne, puisque par suite d'une malencontreuse erreur technique, la moitié de l'article consacré la semaine dernière aux coordinations des usines en lutte avait « sauté ». La voici donc. Un titre doublement justifié...

Depuis que cette réunion a eu lieu, le problème des structures de coordination a été discuté au niveau confédéral. Une journée de travail a réuni le 16 novembre des représentants de sept régions et de trois fédérations sur ce sujet. Si la méfiance vis-à-vis de la coordination n'a pas disparu, la CFDT semble décidée à faire progresser cette idée. *Syndicalisme hebdo* du 25 novembre y consacre, en effet, un

dossier. La direction confédérale s'engage : « à fournir une série de notes sur certains aspects des conflits longs » avec occupation Elle veut également organiser des rencontres de responsables de sections concernées par tel ou tel aspect de la lutte (la répression, les 90 %, etc.).

Est-ce un premier pas vers une meilleure prise en charge ? Si l'on s'en réfère aux souhaits de *Syndica-*

lisme hebdo, oui : « La confédération encouragerait les organisations (fédérales et régionales) à prendre des initiatives, séparées, bilatérales ou multilatérales aussi bien pour le soutien direct aux conflits que pour la réflexion sur la restructuration capitaliste ou la nécessaire recherche de solutions industrielles ». A l'appui de cette affirmation de nombreuses initiatives sont envisagées ou ont déjà eu lieu : sessions de travail, conférences de presse, rassemblements de militants.

On ne peut que se satisfaire de telles décisions. Il faut, en effet, savoir que certaines des fiches envi-

sagées par la confédération ont déjà été réalisées à Lip. Si les nouvelles initiatives confédérales assurent une large diffusion à une meilleure résistance collective, une diffusion des idées de relance de la production, une construction commune de solutions de reconversion associant tous les ouvriers en lutte, un premier pas important aura été franchi.

Y.S. ■

(1) A commander à Georges Sicard, 252 Le Lac 63800 Cournon. Prix 27 F + 5 F de port.

les exclus de l'intérieur

un mouvement trop méconnu : les « ikastola »

Le 15 novembre 1975, dans l'hebdomadaire du PS *Le Travail*, le SNI des Pyrénées-Atlantiques, pratiquant une amalgame facile et malhonnête, attaquait « les marchands d'éducation qui frappent aux portes de l'école sous prétexte d'aider le maître dans la mission », et plus particulièrement le mouvement des « ikastola ». Tout en souhaitant que l'enseignement de la langue-mère soit effectué au travers d'un réel bilinguisme, il terminait son article en affirmant qu'il ne peut y avoir d'enseignement populaire et démocratique donné que par l'Education nationale.

Rares sont encore les enseignants de l'Education nationale, même parmi les syndiqués et militants d'organisations politiques, qui soient correctement informés de ce qu'est le mouvement des « ikastola », et qui se donnent la peine de bien poser le problème de la défense et de la promotion des langues des minorités nationales en France. Ceci n'étant d'ailleurs qu'un aspect du problème que pose le droit à l'existence et à l'autonomie de ces minorités.

naissance et développement des « ikastola »

Face à la régression de la langue basque qui a été progressivement chassée de la vie publique, de l'enseignement et de la vie quotidienne, un groupe de parents de la région de Bayonne crée l'association Seaska en 1969 avec, pour but, la promotion de l'éducation et de la culture basque chez les enfants.

La première « ikastola » (maternelle pour les enfants de 2 à 6 ans, avec usage exclusif du basque) a été créée à Arcangues en 1969, avec seulement 8 enfants. Depuis, la progression n'a pas cessé. En 1976, 16 « ikastola » maternelles et 2 « ikastola » primaires (avec introduction progressive du français) fonctionnent. Cet ensemble réparti sur la côte basque et à l'intérieur du Pays basque regroupe près de 400 enfants et une vingtaine d'enseignants.

La création des « ikastola » primaires à Anglet et à Saint-Jean de Luz date de la rentrée 1975. Jusque-là, les enfants sortant des « ikastola » maternelles allaient obligatoirement dans les écoles françaises et risquaient de perdre tout l'acquis de ces quatre années d'enseignement en basque, sans compter que l'adaptation pouvait être difficile dans les premiers mois.

Dans les « ikastola » maternelles on ne parle que le basque ; mais dans les « ikastola » primaires petit à petit on introduit le français (il y a un enseignant pour le basque et un autre pour le français), pour déboucher vers la fin du primaire sur un enseignement parfaitement bilingue. Cette année fonctionne donc ce qui correspond au cours préparatoire et au cours élémentaire — 1^{ère} année. Puis en 1977

sera créé le niveau suivant et ainsi de suite. Ces « ikastola » primaires sont des écoles officielles à part entière et sont considérées comme des écoles privées.

financement et organisation

Seaska ne bénéficie pas d'aide des pouvoirs publics. Seuls, la contribution mensuelle des parents, l'organisation de spectacles culturels et l'appui bénévole de quelques bienfaiteurs lui permettent d'exister. Mentionnons aussi les subventions des collectivités locales (municipalités et conseil général) qui ne représentent toutefois que le dixième du budget annuel.

La cotisation versée chaque mois par les parents est proportionnelle au revenu familial (3 % du salaire environ autant que possible ; c'est parfois plus et souvent moins, selon les moyens et la libre décision de chacun). Ou'on ne nous parle donc pas d'un enseignement réservé aux riches.

Chaque « ikastola » s'autogère et s'autofinance dans la mesure du possible. Seaska, fédération des « ikastola » intervient pour établir un péréquation entre les « ikastola » ainsi que pour assurer le recrutement et la formation des enseignants. Ces derniers ont le niveau scolaire requis pour les instituteurs français et suivent une formation poussée concernant le basque et la pédagogie à travers des stages dans les écoles françaises en pointe pour la recherche pédagogique, des « ikastola » du Nord et du Sud d'Euskadi, des stages Freinet, etc.

Bien sûr, tous les parents ne participent pas autant qu'on le souhaiterait, mais au total le nombre de parents actifs à un niveau ou à un autre est tout de même assez remarquable et nettement supérieur à ce qu'on peut observer dans les établissements scolaires français.

un enseignement démocratique et populaire

L'« ikastola » se fait fort de réussir là où l'enseignement français a échoué le plus lamentablement, c'est-à-dire au niveau des couches populaires basques, parce que l'« ikastola » part de la

réalité culturelle de l'enfant, de son environnement, de son enracinement, c'est-à-dire de la culture populaire basque, pour déboucher ensuite sur les autres cultures française ou espagnole. L'Education nationale met la charrue avant les bœufs : le français à la maternelle, le basque à l'université, et ensuite elle s'étonne que la démocratisation de l'enseignement échoue !

Personnellement, en tant qu'enseignante, j'ai pu constater dans les classes de seconde en particulier, les difficultés de nombreux élèves venus de l'intérieur du Pays basque, fils ou filles d'agriculteurs, pour qui l'apprentissage de la culture française, de surcroît bourgeoise, est une véritable « acculturation » (c'est-à-dire, acquisition forcée d'une autre culture, avec tout ce que cela implique comme difficultés, malaise, échecs, sans que cela soit pour autant conscient). Au total,

nier est incapable de créer suffisamment de places dans les écoles espagnoles.

Ce dynamisme de l'enseignement du basque de l'autre côté de la frontière montre qu'il n'existe aucun obstacle d'ordre culturel, scientifique, à l'enseignement du basque jusqu'à l'université. N'importe quel concept moderne peut s'exprimer en basque, car cette langue assimile très facilement des apports étrangers. En sens inverse, son origine préhistorique et son originalité par rapport aux langues indo-européennes lui confèrent une richesse souvent intraduisible dans une autre langue. Et pour un enfant, le fait de parler le basque, le français et l'espagnol (ce vers quoi l'on tend dans les « ikastola ») ne peut être qu'un facteur d'épanouissement de ses possibilités.

Je sais bien que soutenir une école privée pose de sérieux problèmes



Photo Miraglia

ces élèves souvent réorientés vers des filières « courtes » n'accèdent ni à la culture basque, la leur, ni à la culture française.

les pouvoirs publics et l'enseignement du basque

Il est vrai que dernièrement le ministre de l'Education nationale a pris quelques décisions concernant l'enseignement du basque à l'école française. Il s'agit essentiellement de la création de trois postes de maîtres itinérants dans les écoles maternelles pour y enseigner le basque deux heures par semaine. Cet enseignement du basque au compte-gouttes n'a rien à voir avec l'enseignement en basque que revendiquent beaucoup de parents.

aucun obstacle d'ordre culturel

Précisons d'abord qu'en Euskadi-Sud (Pays basque « espagnol ») les « ikastola » scolarisent plus de 40000 enfants depuis la maternelle jusqu'au deuxième cycle de l'enseignement secondaire (à partir du primaire l'enseignement est bilingue). On est en train d'y mettre sur pied les trois dernières années de l'enseignement secondaire. Les écoles ont un statut d'école privée, mais sont souvent subventionnées par l'Etat espagnol, car ce der-

quand on est un fervent adversaire de l'école libre, confessionnelle en particulier (et j'en suis !). Cependant je trouve simpliste la position, qui consiste à récuser l'« ikastola » au nom de ce seul principe. En tant que socialistes, nous avons aussi à défendre le principe du droit à la différence et du respect des minorités nationales. C'est pourquoi nous devons lutter au sein des syndicats et des partis pour que l'Education nationale organise elle-même un enseignement en basque sous forme de classes basques (totalement en maternelle, puis bilingue par la suite) qui coexisteraient à côté de classes françaises (ce qui n'empêche pas de développer dans ces dernières un enseignement du basque sous forme de langue étrangère). Les parents choisiraient librement d'envoyer leurs enfants dans l'une ou l'autre de ces classes d'un même établissement. Les responsables de l'école basque sont prêts à dissoudre le mouvement des « ikastola » le jour où l'enseignement en basque sera pris en charge par l'Education nationale.

Mais en attendant ce jour, nous devons soutenir moralement et financièrement les « ikastola », parce que c'est une première étape sur le chemin de la réappropriation de leur culture et de leur destin par les basques eux-mêmes ; parce que c'est aussi une expérience concrète d'autogestion qui doit particulièrement intéresser les militants du PSU.

Chantal TORRE ■

entre nous pour vous

pour le X^e congrès du PSU

Les textes publiés ci-dessous constituent les synthèses d'orientation qui seront soumises au vote du X^e congrès du PSU qui doit se tenir à Strasbourg les 28, 29 et 30 janvier 1977.

La DPN (Direction politique nationale) des 20 et 21 novembre a fixé ainsi les thèmes du congrès et de sa préparation. Le congrès de janvier 1977 sera appelé à se prononcer sur :

- 1) un texte d'orientation court, résumant l'essentiel des options stratégiques ;
- 2) la prise en considération du projet de document général à partir des textes issus de cette DPN ;

3) l'adoption des orientations du parti en ce qui concerne les points du programme qui sont d'une actualité brûlante et qui sont susceptibles d'éclairer concrètement la stratégie : les nationalisations ; les rémunérations et les prix ; la politique internationale ; les institutions.

Le congrès sera également saisi des propositions concernant les structures discutées par cette même DPN. Devant l'impossibilité de publier l'ensemble des textes dans ce numéro de *Tribune socialiste*, un numéro spécial du *Courrier du PSU*, bulletin interne, sera édité très prochainement.

La commission de préparation ■

avertissement

Le texte ci-dessous résume les chapitres stratégiques du projet de programme. Pour l'essentiel, ces chapitres ont été élaborés lors des réunions de la commission « Programme » de la DPN, qui a fonctionné jusqu'au conseil national de Joinville, tous courants confondus. Ils ont été présentés successivement à la DPN et pris en considération par elle au cours de plusieurs de ses sessions. S'il est regrettable que cette élaboration collective ne se soit pas poursuivie ensuite, nous nous sommes efforcés, pour notre part, de tenir compte de l'ensemble des amendements et critiques compatibles avec les principes fondamentaux de l'orientation du parti. Rappelons qu'il s'agit d'un résumé, qui présente l'avantage de faciliter la discussion (le plan et la numérotation suivent ceux du texte complet), mais qui sur chaque point renvoie au texte complet qui est publié dans le *Courrier du PSU*.

Nous proposons que le texte issu du congrès s'intitule : *Éléments pour un programme d'unité populaire vers l'autogestion*.

SYNTHESE D'ORIENTATION (A)

La question posée aujourd'hui en France, mais aussi dans d'autres pays, européens notamment, est celle des conditions dans lesquelles peut s'engager la construction d'un nouveau type de société. De façon plus ou moins explicite, cette aspiration à un changement de société se reflète à la fois dans les formes prises par les luttes, et dans l'attente de ce que pourra apporter une nouvelle majorité, un autre gouvernement. Même si elles peuvent prendre dans les faits des aspects contradictoires — par exemple dans la difficulté à engager la lutte contre la politique de Giscard — il est erroné d'opposer l'une à l'autre ces deux manifestations : ainsi, ne s'occuper que « des luttes » en ignorant qu'elles achoppent en définitive sur la nature du pouvoir politique — ou inviter les luttes à se taire « momentanément », pour ne pas gêner la victoire électorale et ensuite l'action gouvernementale.

Lutte pour « changer la vie » et lutte pour conquérir collectivement le pouvoir ne sont pas deux termes à opposer, mais à unifier : tel est le but que doit se fixer une politique d'unité populaire vers l'autogestion socialiste :

d'unité populaire parce que chaque lutte ne dépasse son caractère revendicatif immédiat qu'à travers sa jonction avec d'autres luttes anticapitalistes — les paysans quand ils rejoignent les ouvriers, les soldats quand ils ouvrent un nouveau terrain à l'action syndicale, la jeunesse scolarisée quand, à travers les problèmes de formation, elle élargit le champ de la bataille pour l'emploi, etc ; c'est à travers cette jonction qu'elles acquièrent leur dimension politique ; vers l'autogestion socialiste parce que chaque lutte présente l'exigence d'une rupture avec le capitalisme, mais aussi avec les modes de décision, les hiérarchies, les rapports sociaux créés par le capitalisme ; que le socialisme ne peut plus être aujourd'hui conçu autrement que comme l'appropriation collective, non seulement des moyens de production, mais du pouvoir.

Notre objectif est de montrer comment une telle politique est possible, parce qu'elle s'appuie sur tout ce que les travailleurs ont accumulé dans la lutte, et sur les possibilités que leur offre leur propre mobilisation.

1. — La perspective de l'autogestion socialiste n'est pas une invention théorique. Elle est la réponse à la crise qui frappe les sociétés occidentales, parce qu'elle offre une alternative à la domination de la bourgeoi-

sie, et que cette alternative est déjà dessinée dans les luttes populaires.

1.1. — C'est une perspective actuelle : la crise est globale. Économique elle appelle un autre mode d'organisation de la production ;

politique et institutionnelle, elle permet qu'aux blocs sociaux lésardés de la bourgeoisie soit opposé un bloc populaire majoritaire ; idéologique, elle prépare le terrain à une révolution des rapports sociaux.

1.2. — C'est l'alternative nécessaire. Les moyens de coercition et de dégradation de l'existence par lesquels se maintiendrait le capitalisme font que plus que jamais le choix est entre barbarie ou socialisme. Ni les compromis avec le capitalisme, ni le maintien, dans un cadre de propriété étatique des rapports de production et sociaux capitalistes ne permettent d'échapper à ce choix.

1.3. — C'est une bataille aujourd'hui possible. De façon générale, parce que le stade même atteint par les sociétés industrielles rend réaliste un tel mode d'organisation sociale. Plus précisément en France, où la crise de la domination bourgeoise est plus accentuée et où, parallèlement les luttes populaires traduisent l'exigence d'un autre système de pouvoirs. Elle est possible surtout parce qu'il y a un chemin pour y parvenir.

2. — Avant de reconnaître ce chemin, il est nécessaire d'en rappeler le

but. Déjà, dans son Manifeste de Toulouse, le PSU a apporté une image assez complète du socialisme à construire. Depuis, à la lumière des faits (Chili, Portugal), il peut être plus précis — non sur un schéma complet et « idéal », mais sur les lignes de force du socialisme autogestionnaire : car il ne s'agit pas d'une société figée, mais d'une société de transition vers l'abolition complète de tout ce qui nous a été légué par le capitalisme — vers le communisme.

2.1. — L'autogestion socialiste ne sera pas réalisable tant que les travailleurs n'auront pas conquis le pouvoir d'Etat ; mais elle ne le sera pas non plus s'ils utilisent ce pouvoir pour consolider l'Etat légué par la bourgeoisie au lieu de le faire dépecer. Cela passe par le démantèlement des appareils répressifs, l'extension des libertés et la garantie du pluralisme, la généralisation dans tous les domaines des organes de démocratie directe qui deviennent la source unique du pouvoir : toute délégation ne peut qu'être élective et révocable. L'autogestion est alors l'expression la plus achevée de l'unité populaire,



Photo Adja-Mailloc

et celle-ci le moyen d'assurer l'hégémonie du prolétariat sans signifier la confiscation du pouvoir par celui-ci (a fortiori par ceux qui prétendraient le représenter).

2.2. — Elle ne peut non plus commencer à se développer sans un minimum d'appropriation collective des secteurs les plus importants de l'économie (crédit, monopoles, entreprises liées aux services publics, commerce extérieur) ; elle doit tendre à la généralisation de la propriété sociale des moyens de production et d'échange — qui ne s'assimile, ni à la propriété d'Etat, ni à la propriété de groupe : c'est la propriété indifférenciée de tous les travailleurs.

2.3. — La planification sociale substitue aux lois du marché une logique qui résulte de l'orientation déterminée par les travailleurs associés, dans les conseils de travailleurs des entreprises, les collectivités territoriales autogérées, les collectifs démocratiques de consommateurs et d'usagers.

2.4. — Les organes de base de démocratie directe sur lesquels repose l'autogestion et le contrôle populaire contribuent à lutter contre la division sociale du travail, à commencer par la division entre travailleurs manuels et intellectuels. Au-delà de l'entreprise où seront remises en cause les hiérarchies et spécialisations le contrôle populaire étendra cette lutte dans les domaines de la formation et de la vie hors-travail. Enfin, la réduction de l'éventail des revenus constitue une priorité pour parvenir, parallèlement à la lutte contre la division sociale, à cette règle : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.

3. — Si ce changement ne se réalise pas du jour au lendemain, il est possible de l'entreprendre dès maintenant. A partir de leurs acquis, les travailleurs peuvent s'engager sur le chemin du pouvoir.

3.1. — Au « gradualisme » qui conduit les réformistes à centrer leurs préoccupations sur une « étape démocratique » pour remettre à plus tard le socialisme, nous opposons une démarche dynamique qui, dans une progression de l'action de masse à partir des réalités présentes, lui donne les moyens de parvenir à la société de transition dont les caractéristiques viennent d'être soulignées.

Cette dynamique comporte deux points de passage obligés : l'affrontement révolutionnaire pour le pouvoir, lui-même dépendant de l'engagement d'une politique de rupture avec le capitalisme.

3.2. — Dans toute phase de lutte intense contre la bourgeoisie, les travailleurs ont montré qu'ils cherchaient à se constituer en force autonome et à créer leurs propres organes d'expression et d'action. Il en sera, a fortiori, ainsi au cours d'une crise de type politique qui donnera naissance à une situation de « double pouvoir » qui ne peut, ni durer indéfiniment, ni

s'institutionnaliser, mais seulement déboucher sur le triomphe d'un pouvoir et l'écrasement de l'autre : d'un côté, la démocratie bourgeoise, de l'autre la démocratie ouvrière.

Au-début, les organes populaires naissants seront très divers quant à leur nature, leur objet, leur forme ; ils ne se constitueront pas, a priori, pour ou contre un gouvernement de gauche, mais pour la lutte anticapitaliste et en interaction complexe avec le gouvernement (soutien, pression, conflit) ; et ils ne représenteront encore qu'une fraction limitée de la classe ouvrière et des masses populaires. Pour qu'ils deviennent l'alternative en termes de pouvoir, il faudra qu'ils deviennent l'expression de l'unité populaire, qu'ils se généralisent et qu'ils se coordonnent.

Conseils et comités devront être strictement autonomes vis-à-vis des partis et syndicats, et réciproquement. Les organisations de la classe ouvrière auront à s'exprimer et à émettre leurs propositions dans les organes de pouvoir populaire, non à se les assimiler. Inversement, ces organes ne se substitueront pas aux organisations.

3.3. — Pour avancer dans cette voie du double-pouvoir, il faut que des obstacles importants aient été franchis, ceux qui ont été créés par le pouvoir précédent et qui pourraient être utilisés contre les travailleurs. C'est pourquoi une politique de rupture avec le système (institutionnel, répressif, international, économique) est nécessaire. C'est ce qu'il faut exiger d'un gouvernement. Cette exigence est en même temps une occasion de mobilisation populaire, et donc d'apparition des embryons d'organes de pouvoir populaire. A chaque action gouvernementale nécessaire, il est possible d'associer une action de masse et une forme d'organisation de celle-ci. C'est un aspect fondamental du programme.

3.4. — A l'heure actuelle, nous devons préparer les conditions de cet engagement sur le chemin du pouvoir. L'une de ces conditions peut être la victoire électorale. Mais, à l'évidence, le Programme commun ne correspond pas à cette conception de la politique de rupture : il n'en retient que la face gouvernementale, que par ailleurs certains de ses signataires cherchent à édulcorer. Pourtant, l'exigence de rupture correspond, elle, à la nature des luttes populaires de la période. C'est la tâche des autogestionnaires de les synthétiser et d'ouvrir un large débat sur les objectifs à poursuivre, notamment ceux qui se réfèrent au Programme commun. Nous ne saurions séparer notre contribution à la victoire électorale et notre contribution aux conséquences de cette victoire.

3.5. — C'est par rapport à la possibilité de mettre en œuvre concrètement ces orientations que doit être appréciée la question de la participation des révolutionnaires au gouver-

nement, et non, comme le PSU l'a maintes fois rappelé, en fonction d'a priori théoriques. Dans la mesure où toute formule gouvernementale ne peut guère, dans le meilleur des cas, être pleinement satisfaisante à l'égard de nos objectifs, nous devons guider notre décision en fonction de plusieurs critères : degré d'orientation anticapitaliste de la plate-forme gouvernementale ; capacité d'action propre des autogestionnaires ; potentialités de la mobilisation populaire et du développement de ses organes propres. Toute participation est exclue, dès lors, qu'elle viserait en fait une limitation du développement et de l'autonomie de l'action de masse.

4. — Pour avancer dans cette voie, il y a un certain nombre de conditions à réaliser, notamment en ce qui concerne les alliances et les forces à mettre en œuvre.

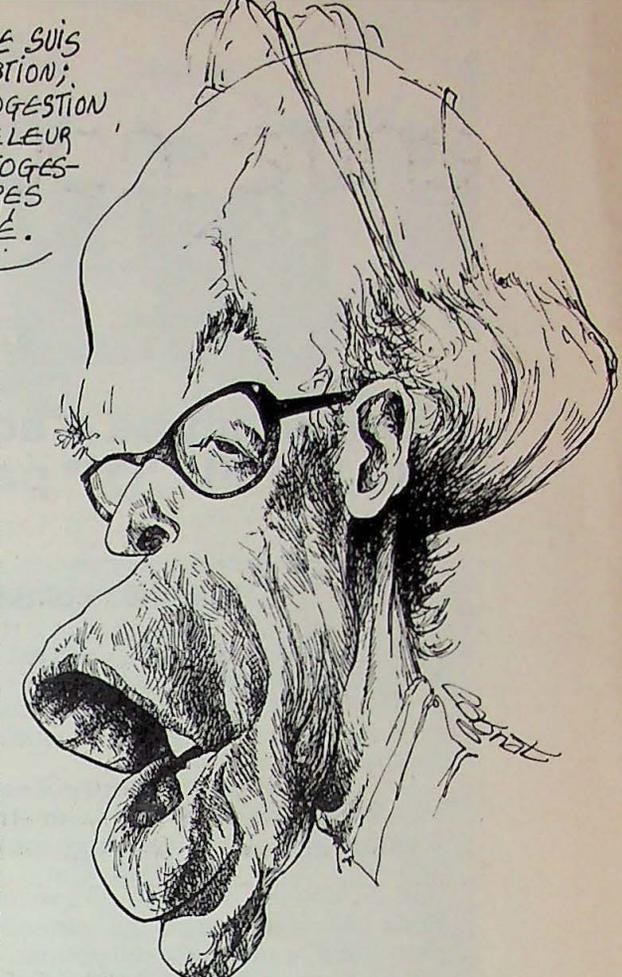
4.1. — Les partis de gauche dominants, dans la mesure où ils ne cherchent pas à changer fondamentalement la nature du pouvoir, mais plutôt chacun à y exercer le poids maximal, ne tendent pas à porter au pouvoir un nouveau bloc social hégémonique. A la vision du PCF d'une sorte de capitalisme d'Etat par le contrôle sur les grands monopoles, correspond une stratégie de rassemblement très large sur une base nationale antimonopoliste, mais qui peut entrer en contradiction avec les réalités des luttes qui s'unifient sur une base anticapitaliste. A l'occupation de l'appareil d'Etat pour promouvoir un système de pouvoir décentralisé et électif — accomplissement de la démocratie bourgeoise — capable d'assurer la cohésion sociale, correspond un « front de classes » — prôné par le PS — comprenant tous les travailleurs quelle que soit leur place dans le processus de production, qui permet justement les compromis dans la mesure où le bloc social ne fait pas place en son sein à l'hégémonie du prolétariat.

4.2. — Construire l'unité populaire, c'est souder autour et sous la direction de cette classe, un bloc de toutes les couches sociales qui, dans les conditions du capitalisme actuel, subissent l'exploitation, l'aliénation et l'oppression. C'est en même temps travailler à l'unification politique de ce bloc social, au travers des luttes menées en commun sur des objectifs de rupture avec le système et dans la confrontation des partisans révolutionnaires de l'autogestion avec les autres courants et forces du mouvement ouvrier.

4.3. — La construction de cette unité populaire passe donc elle-même par le renforcement du courant révolutionnaire pour l'autogestion. Il s'agit là d'une double démarche qui vise, d'une part à favoriser les rencontres, confrontations, recherches communes entre militants ayant pour référence commune la pratique du contrôle, l'ob-

MOI AUSSI JE SUIS POUR L'AUTOGESTION ; PAR EXEMPLE L'AUTOGESTION PAR LES RICHES DE LEUR RICHESSE ET L'AUTOGESTION PAR LES PAUVRES DE LEUR PAUVRETE.

Non seulement anticapitaliste mais aussi anti-exploitation



jectif autogestionnaire, et d'autre part, à permettre la convergence politique de ceux, parmi eux, qui partagent un minimum de références stratégiques communes. On peut prévoir que l'évolution des rapports avec la bourgeoisie va de plus en plus favoriser une telle convergence et rendre possible la constitution d'une force politique, qu'il ne s'agit pas de parachuter avant qu'elle corresponde à la volonté des parties prenantes potentielles, mais à laquelle il faut se préparer dès maintenant.

4.4. — Le rôle du PSU en tant que force politique est de développer le courant révolutionnaire pour l'autogestion au sein de l'unité populaire en créant ainsi les conditions politiques pour que la lutte pour le socialisme autogestionnaire devienne l'affaire des masses et non d'une seule avant-garde. C'est en se renforçant dans l'accomplissement de cette tâche, que le PSU travaillera à son propre dépassement dans une organisation politique de masse regroupant tous les partisans révolutionnaires de l'autogestion.

Suivront (dans un bulletin intérieur) cinq chapitres de programme qui illustrent, autour de thèmes concrets, la stratégie que nous proposons ; qui font apparaître les grands choix d'une politique de rupture dans la perspective de la société de transition ; qui, à partir de la mobilisation populaire, à travers le contrôle populaire et ses organes, font apparaître la dynamique qui mène au double-pouvoir et à l'affrontement révolutionnaire pour le pouvoir.

5. — Changer l'économie (y compris les textes majeurs sur revenus et prix et sur les nationalisations).

6. — Changer la politique (y compris le texte majeur sur les institutions).

7. — Changer la ville.

8. — Changer les rôles sociaux.

9. — La lutte idéologique.

10. — De nouvelles relations internationales (y compris texte majeur sur l'Europe, alliances, défense).

Premières signatures : C. Arnaud ; D. Lesud ; J. Arthuys ; C. Berger ; B. Billaudot ; H. Bouchardeau ; F. Turquan ; Y. Corneau ; C. Guerche ; G. Danto ; J.-M. Demaldent ; S. Depaquit ; P. Gollet ; V. Fay ; M. Gentes ; J. Gallaup ; C. Joxe ; C. Koesler ; J. Beneteau ; B. Lechelon ; V. Leduc ; J. Lestoquard ;

M. Moussel ; G. Pallier ; F. Desmoulin ; G. Petiot ; G. Pringor ; B. Ravenel ; B. Rochebrune ; F. Dalbert ; R. Schulbaum ; C. Sylvestre ; B. Verdier ; C. Weidmann ; P. Regnier ; C. Bourdet ; C. Piaget ; J. Berthinier ; A. Jung.

un programme d'action pour le PSU (1^{re} partie)

avertissement

Le document présenté ci-après est la première partie d'un *avant-projet de programme d'action pour le PSU*, que les membres de la Direction politique nationale, signataires du texte B au moment du débat sur la tactique municipale, soumettent à la réflexion de tout le parti.

Le « programme d'action » qui est un tout sera publié dans son intégralité dans un prochain numéro du *Courrier du PSU* ainsi que d'autres documents (sur les structures du parti, sur les nationalisations, l'Europe, les institutions...). Par ailleurs, pour la préparation du conseil national « Programme », sera bientôt diffusé un texte général d'analyse qui soutient l'actuel « avant-projet de programme d'action ». Ce qui permet, entre autres, que celui-ci soit rédigé dans un style « non conforme » au style traditionnellement « interne » des résolutions de congrès.

Celui-ci est intitulé « avant-projet » car, les membres minoritaires de la DPN ont voulu qu'il soit issu d'une *élaboration collective* de tous ceux qui se sont prononcés contre la ligne de soumission à l'union de la gauche.

C'est pourquoi les 4 et 5 décembre se sont réunies une série d'assemblées régionales et que les 11 et 12 décembre se tiendront à Lyon deux journées d'études au cours desquelles seront adoptés définitivement les projets présentés pour le congrès.

Inscriptions pour les journées de Lyon : Bernard Schalscha, 4, place Sathonay, 69001 Lyon.

l'enjeu d'une nouvelle période : le pouvoir

En France le pouvoir vacille, le rapport de force évolue en faveur du prolétariat. Mais cette situation n'est pas isolée. L'Italie et l'Espagne sont à l'aube d'une transformation politique fondamentale. Le Portugal reste dans une situation instable et rien n'est encore réglé définitivement entre la bourgeoisie et le prolétariat.

La polarisation de classe aboutit naturellement à une polarisation politique. L'affrontement « gauche » - « droite » se transforme insensiblement en affrontement de classe. Et c'est pourquoi dans le camp bourgeois ce sont les forces les plus réactionnaires, les forces de guerre civile qui s'affirment.

• Une telle situation n'est pas le fruit du hasard. C'est l'évolution de la lutte

de classe depuis 1968 qui la met à l'ordre du jour.

Dans la foulée de la crise sociale de Mai-Juin 68, le mouvement ouvrier s'est renforcé quantitativement et qualitativement. De nouvelles revendications, de nouvelles formes de luttes sont apparues. Une gauche ouvrière, en rupture pratique avec l'orientation des partis réformistes s'est dégagée. Le mouvement ouvrier organisé lui-même a été obligé de s'adapter, non sans difficulté à cette réalité. Les partis bourgeois ont vu leur base sociale se rétrécir. D'abord parce que l'évolution du capitalisme a liquidé une partie de leurs soutiens traditionnels. Mais aussi parce que l'ascension du mouvement ouvrier attire vers celui-ci des secteurs de la petite bourgeoisie et une grande partie des nouvelles couches salariées. Après 1968, la bourgeoisie avait tenté de gagner ces couches sociales, avec sa politique participationniste. Mais le départ de de Gaulle a consacré, pour une période, l'échec de cette tentative.

Le développement de la crise du

capitalisme, qui est une crise généralisée non seulement de son appareil de production mais aussi de l'ensemble de ses institutions, de ses valeurs, et des relations sociales basées sur les relations marchandes, a accéléré ce processus de polarisation.

Cependant, alors que le chômage se généralise, que le pouvoir d'achat des travailleurs s'amenuise, que l'offensive patronale s'accroît, la contre-offensive ouvrière ne s'affirme pas réellement. C'est que les réponses politiques sont inadéquates.

Une telle situation réclame des solutions globales, et mobilisatrices. Des solutions révolutionnaires.

A cette crise d'ensemble du capitalisme, il faut une réponse au même niveau.

• L'autogestion socialiste, c'est-à-dire le pouvoir direct des travailleurs à tous les niveaux et dans tous les domaines, est cette réponse. Mais elle implique une politique qui ne se propose pas l'aménagement de l'Etat bourgeois, mais sa destruction.

Ce n'est pas la politique de l'Union de la gauche et du Programme commun.

Certes celle-ci recueille aujourd'hui les suffrages de la majorité des travailleurs. Mais la dynamique autogestionnaire du mouvement des travailleurs demeure. Tout ce qui a amené à Mai 68, les raisons et les causes de cette révolution manquée, non seulement subsistent mais ce sont accentuées. Par un paradoxe apparent on peut même dire, que l'unité du PC et du PS est un produit de Mai 68. Car il faut une perspective politique transitoire pour qu'une révolte prenne corps et s'affirme.

Certes le décalage est criant entre la perspective réformiste qui cherche à tout prix à limiter le mouvement de masse, à le corseter dans le cadre de ce qui est acceptable par la démocratie bourgeoise, et ce qui est apparu à Lip, dans les casernes, dans les facultés, dans le mouvement des femmes, dans les mouvements écologistes, ou nationalistes.

A ces manifestations multiples d'une aspiration à une autre société, l'union de la gauche propose le changement de gouvernement par les voies parlementaires. Nous, révolutionnaires pour l'autogestion, disons **c'est le pouvoir qui est à prendre et par l'action de masse.**

Lip et le reste ne disent pas toute la réalité. Mais ils en disent l'essentiel. Ce que veulent les travailleurs et leurs alliés, c'est bien sûr de meil-

leurs salaires, de meilleures conditions de travail, de meilleures conditions de vie. Cela la gauche le promet mais explique déjà maintenant qu'un gouvernement de gauche aura lui aussi à affronter la « crise » avec les moyens de l'austérité. Alors certaines revendications, même immédiates, seront-elles renvoyées aux calendes grecques ?

ce que disent les luttes

Or, même pour lutter sur ce terrain, on cherche à s'organiser pour prendre ses affaires en main, on se pose la question « faut-il produire la même chose ? », on cherche à se coordonner entre usines occupées. C'est autre chose qui s'exprime.

C'est une volonté d'auto-détermination, d'auto-gouvernement, c'est une aspiration à se dégager des contraintes de la hiérarchie capitaliste — et aussi celle des appareils bureaucratiques — c'est un combat pour forger un autre pouvoir, d'une nature différente : un pouvoir qui repose sur les conseils de travailleurs et de citoyens dans les usines, les bureaux, et les quartiers.

Cette volonté est incontrôlable par quiconque. Si l'union de la gauche parvient à occuper l'Etat, elle se développera avec encore plus de vigueur parce que la grande masse des travailleurs croira y voir son propre gouvernement, et y puisera une grande confiance dans ses propres forces.

C'est d'ailleurs la grande peur des dirigeants de l'union de la gauche. Car ils savent que les travailleurs ne leur signent pas de chèque en blanc. Ils savent que les travailleurs exigeront tout de suite des mesures anti-capitalistes.

C'est Bergeron disant « nous soustiendrons un gouvernement de gauche mais nous ne serons pas avec ceux qui, dans la rue, crieront « Mitterrand à l'action ! »

C'est le PCF disant « nous voulons le programme commun. Rien de moins, rien de plus ».

C'est le PS définissant à Seillac sa politique de compromis avec le pouvoir et le patronat.

Ce sont les « Radicaux de gauche » ombre de la bourgeoisie dans l'unité des partis ouvriers PC et PS, demandant la révision du Programme commun sur le seul point qui laissait un minimum d'initiative autonome des travailleurs pour de nouvelles nationalisations.



C'est la direction de la CFDT cherchant à normaliser sa centrale et à y éliminer ses « contestataires ».

Leur crainte à tous, c'est celui du « débordement ». Mais qu'est-ce que ce débordement, sinon précisément **cette volonté des travailleurs de ne s'en remettre à personne d'autre qu'à eux-mêmes pour défendre leurs revendications, de n'accepter aucune « pause sociale », aucun compromis avec la bourgeoisie ; en d'autres termes d'utiliser une première victoire pour aller vers leur propre pouvoir ?**

Une dualité de pouvoir se créera dans de telles conditions, entre le vieil appareil d'Etat, occupé ou non par l'union de la gauche, et les nouvelles structures de base qui naissent des besoins de la lutte (conseils, comités, etc.).

Un nouveau pouvoir naît d'en bas, antagonique avec l'ancien. Leur coexistence peut durer un certain temps, c'est une question de rapport de forces, mais à un moment ou à un autre, **cette dualité doit être tranchée** en faveur de l'un ou de l'autre des pouvoirs qui s'affrontent.

C'est cela la révolution socialiste, et c'est cela qu'il faut préparer.

ouvrir le chemin du pouvoir

Si c'est bien le pouvoir qui est à prendre, force est de constater que ceux qui, comme nous, proposent cette perspective, sont minoritaires.

« L'unité de la gauche » apparaît comme la seule crédible. Mais cette unité à un double caractère.

● Elle consacre l'unité des deux grands partis ouvriers de notre pays. Et ce seul fait renforce la capacité de lutte des travailleurs. C'est normal. L'unité des travailleurs et de leurs organisations, seul les sectaires peuvent la mépriser. Au contraire nous en soutenons tout pas en avant, si celui-ci va dans le sens de la satisfaction des intérêts des travailleurs. Si il n'y a pas unité dans l'action, de la base au sommet, de tous ceux qui se réclament du socialisme quelque soit leur divergence, alors il n'y a pas d'avancée sérieuse possible.

● Mais « l'unité de la gauche » n'est pas seulement l'unité des grands partis ouvriers ; **elle est élargie à des formations étrangères au mouvement ouvrier ; aux « radicaux de gauche », maintenant à une « quatrième composante gaulliste »** sur lesquels les travailleurs ne peuvent exercer aucun contrôle, des traits d'union avec le grand capital. **Ces gens-là n'ont rien à faire dans l'unité ouvrière.** Ou plutôt s'ils y sont c'est qu'ils y jouent une fonction précise : rassurer la bourgeoisie, limiter les revendications ouvrières, préparer les compromis et les capitulations.

● C'est ensuite un programme qui n'est pas n'importe quel programme. Il contient certes des revendications défendues par tout le mouvement ouvrier. Mais il ne remet en cause ni la société de profit, ni les institutions capitalistes. Au contraire, il en accepte le fonctionnement, mais veut les « démocratiser ». Il se place dans le cadre de la Constitution issue du

coup d'Etat du 13 mai 58. Il veut réformer une société qui demande à être révolutionnée. Et ce qu'il propose n'est qu'un capitalisme d'Etat dans lequel, au nom des travailleurs, partis et syndicats auraient un peu plus de contrôle.

Ce programme pour toutes ces raisons n'est pas le nôtre. Il ouvre la voie à la collaboration de classe, donc à la défaite.

● Parce que nous savons que seule l'unité ouvrière sur des bases claires et démocratiques peut ouvrir la voie à des changements réels, nous proposons aux travailleurs socialistes et communistes de lutter ensemble.

Mais nous avons avec leur parti des divergences profondes. Qui décidera de qui à raison ?

Seule l'expérience du combat commun à la base créera les conditions d'un débat concret et d'une progression collective.

Cette bataille de classe ne peut pas se limiter à la lutte dans l'usine ou le quartier, elle doit se mener contre le gouvernement aujourd'hui minoritaire.

De même que dans une lutte locale il est possible de s'unir pour opposer aux solutions bourgeoises les solutions ouvrières, il est possible de le faire dans la lutte pour chasser le gouvernement.

Un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations, un gouvernement de classe, basé sur l'unité réelle non seulement au sommet mais surtout à la base dans des comités d'unités, un gouvernement satisfaisant les revendications donc rompant avec la bourgeoisie, est possible et nécessaire.

Un tel gouvernement ne sera pas encore le pouvoir direct des travailleurs mais il peut en ouvrir consciemment la voie en entamant le démantèlement des appareils répressifs, en appuyant toutes les initiatives pour développer le contrôle ouvrier, en expropriant les expropriateurs, et surtout en favorisant la mobilisation extra-parlementaire des travailleurs.

Le gouvernement d'union de la gauche ne sera pas un tel gouvernement. C'est pourquoi il n'est pas envisageable qu'un parti révolutionnaire y participe.

Il peut soutenir tout pas en avant positif qu'il fera. Il doit défendre, par la mobilisation, les conquêtes obtenues contre toute attaque réactionnaire ; **mais il ne peut créer l'illusion que ce gouvernement ouvre la voie au socialisme, alors que ses futurs dirigeants annoncent déjà qu'ils n'appliqueront pas tout de suite leur propre programme.**

La perspective transitoire du gouvernement anticapitaliste des organisations ouvrières est celle pour laquelle nous luttons. Elle ne peut être confondue avec celle du gouvernement de l'union de la gauche.

les forces existent pour cette politique

L'apparence peut tromper. Le rouleau-compresseur du PS et de l'union de la gauche trompe. Certes, électoralement, elle semble laminer les autres forces et les révolutionnaires particulièrement.



Mais ce serait se tromper que de croire que toute la réalité est là. Quand il s'agit de déléguer son pouvoir, ces partis logiquement se renforcent. C'est leur fonction. Mais dès qu'il s'agit d'autre chose, c'est-à-dire de prendre en charge sa propre vie, ses revendications, ses formes de lutte, il n'en va pas de même.

Un large courant autogestionnaire existe et se développe. Il se manifeste d'une multitude de manières souvent peu liées entre elles :

Travailleurs CFDT et CGT créant leurs comités de grève pour diriger démocratiquement leur lutte avec les non-syndiqués, commençant à se coordonner par régions, par branches, par type de lutte de façon intersyndicale, luttant contre la hiérarchie des salaires et des fonctions ; travailleurs de la santé cherchant à remettre en cause le statut de leur travail ; enseignants refusant le rôle de transmission de l'idéologie bourgeoise ; étudiants et lycéens cherchant à contrôler le contenu de leurs études ; femmes luttant dans leurs organisations (comités et groupes femmes, commissions syndicales, centre autogérés d'orthogénie...) pour le contrôle de leur corps et de leur vie ; habitants des quartiers populaires s'organisant collectivement pour la socialisation des tâches quotidiennes, pour l'autoréduction des loyers et des charges ; nationalitaires cherchant à se libérer de l'emprise croissante de l'Etat centralisateur ; soldats combattant l'armée au service du Capital ; écologistes soulignant les dangers catastrophiques pour l'humanité de la croissance sauvage du capitalisme ; magistrats, psychiatres, éducateurs sociaux critiquant en pratique leur rôle de garde-chiourme de la société ; jeunes cherchant à se libérer des contraintes de l'oppression familiale, sexuelle, de l'aliénation du travail sans but humain etc.

Comment unifier ces luttes nouvelles ? Voilà le problème principal du mouvement révolutionnaire.

Car chacun de ces mouvements a ses propres déterminations et sa propre logique. Ceci ne divise pas le mouvement général, au contraire cela renforce la volonté de lutte de chacun.

Alors comment favoriser la convergence politique ? Celle-ci ne va pas de soi. Par nature ces mouvements sectoriels sont soumis aux pressions politiques dominantes. Ils peuvent avoir la tendance à s'en remettre pour ce qui concerne les « grands » problèmes politiques, aux forces qui, conjoncturellement ont le vent en poupe. Comme le PS aujourd'hui. D'autres ont tendance à se dégager du champ politique traditionnel, comme actuellement le mouvement écologique.

Comment dépasser ce décalage ? Comment montrer concrètement qu'être réellement pour l'autogestion signifie préparer la révolution.

Ce n'est pas d'abord un problème d'organisation. C'est avant tout une

question de pratique et de programme.

Sur ce terrain l'extrême gauche organisée est largement en retard. Son isolement (au moins électoral) en est une des conséquences.

S'il est logique que ce soient les partis qui se présentent comme les mieux à même d'exercer un certain type de pouvoir au sein des institutions capitalistes, qui recueillent — lorsque c'est ce problème qui, apparemment, se pose — la majorité des suffrages ouvriers, il ne faut pas faire de vice, vertu.

L'extrême gauche est divisée. Son langage et sa pratique sont décalés par rapport aux aspirations autogestionnaires.

Si elle entre en crise, alors que la situation évolue vers des affrontements décisifs, ce doit être pour elle le signal d'un redressement spectaculaire.

Nous, parti socialiste révolutionnaire, luttons pour un tel redressement.

vers une alternative politique

Dépasser cette division ne peut être un souhait œcuménique. **Nous ne souhaitons pas une addition, nous voulons une multiplication.**

Un parti révolutionnaire est nécessaire. Sans son intervention consciente, la victoire sur la bourgeoisie est, au bout du compte, impossible. Mais le parti révolutionnaire n'est pas le sauveur suprême. C'est un moyen spécifique que se forge la classe ouvrière de même qu'elle construit ses syndicats, ses comités de grève, ses conseils ou tout autre forme d'organisation. Il n'y a pas de hiérarchie entre ces structures ; il y a complémentarité. Le parti révolutionnaire, intellectuel collectif, ne « dirige » pas le mouvement des masses. S'il a une fonction, c'est celle d'aider la classe ouvrière à réaliser elle-même son rôle historique.

Un tel parti révolutionnaire ne naît pas de rien. Il ne se construit pas à l'extérieur du mouvement réel. Au contraire, **il ne peut surgir que comme un produit de ce mouvement, de tâches nouvelles qu'il se propose, et donc d'organisations nouvelles qu'il se donne pour les mener à bien.**

Et c'est à travers une recomposition générale du mouvement ouvrier, **qui implique crises et ruptures dans les partis traditionnels, qu'il pourra émerger.**

Mais ceci se prépare et tout de suite. Par la confrontation systématique, par le débat unitaire permanent, par l'action commune.

Par la construction d'un large mouvement pour l'autogestion socialiste ouvert sans exclusives à tous ceux qui sont prêt à y travailler.

Par l'affirmation d'un pôle révolutionnaire capable de parler d'une seule voix. ■

Premières signatures :

J. Allée (DPN-Paris - Commission femme) ; N. Bultot (DPN-Doubs - Commission entreprises) ; H. Benoît (DPN-Paris - Commission entreprises) ; G. Feldman (DPN-BF Rhône) ; M. Fiant (BN-Paris) ; J. Grobla (DPN-BF région parisienne) ; M. Guillen (BN - Commission agricole) ; D. Lompuech (DPN-Midi Pyrénées - Commission agricole) ; G. Marquis (BN-Paris - Commission entreprises) ; M. Najman (DPN-Paris) ; C. Portman (DPN-BF Bouches-du-Rhône) ; L. Prouteau (DPN-BF Loire-Atlantique) ; J. Verger (DPN-Paris) ;

TEXTE D'ORIENTATION « C »

Consolider l'autonomie du mouvement autogestionnaire par une stratégie d'unité populaire « anti-exploitations »

Alors que, depuis le Conseil National de Joinville, dans toute la France, des camarades participent à l'élaboration des textes que nous proposerons au Congrès de janvier 1977, on nous demande de les présenter dans une moûture très condensée. Le courant de pensée que nous représentons n'a pas encore eu la possibilité réelle de s'exprimer et nos analyses sont ignorées de beaucoup de militants.

Nous exposerons ici la ligne générale de notre réflexion pour situer le problème et préciser la stratégie sur laquelle nous entendons appuyer le PSU. Deux analyses, l'une sur les couches et les classes, l'autre sur les forces sociales sont à la base de notre position. D'autres textes, notamment sur le fonctionnement interne expliciteront les idées avancées ici.

NOTRE PROJET

Nous constatons que les couches salariées anti-capitalistes sont traversées par un certain nombre de contradictions dites « secondaires » parmi lesquelles la principale

oppose les travailleurs intellectuels aux travailleurs matériels, autrement dit la couche compétente à la couche exécutante.

D'autres contradictions opposent les hommes et femmes, le centre aux

minorités nationales, les différentes couches hiérarchisées entre elles, etc.

Le mouvement ouvrier s'est toujours efforcé de dégager des revendications communes, pour unifier la classe, refusant souvent de considérer les rapports de domination qui peuvent s'installer ou existent déjà entre les différentes catégories d'exploités. Ainsi les forces de gauche en France mettent en avant une stratégie anti-capitaliste, ne prenant en considération que les revendications et les actions mettant directement en cause les capitalistes, voire les seuls monopolistes.

Cette stratégie conduit à taire, à freiner systématiquement les luttes qui ne sont pas dirigées seulement contre l'ennemi capitaliste, soit en niant qu'il existe de tels problèmes (PC et les minorités nationales), soit en renvoyant leur solution après la révolution (PC et les femmes), soit en les acceptant en parole et en les déviant de leurs objectifs spécifiques (PS et l'autogestion).

Cette solution semble s'imposer spontanément, mais la réalité actuelle, comme la réalité historique, montrent qu'elle amène inexorablement à défendre prioritairement les intérêts *des moins exploités* parmi les salariés. Si on fait taire les revendications spécifiques des OS vis-à-vis des OP et des OQ, on privilégie les qualifiés; si on passe sous silence les revendications spécifiques des femmes vis-à-vis des hommes, on privilégie les hommes; surtout si on tait les revendications des ouvriers et des employés au profit de l'ensemble des travailleurs, on privilégie la couche compétente qui par sa formation polyvalente et sa détention de l'information a la possibilité de détourner toute transformation à son profit. De même, si on tait les revendications de la paysannerie pauvre ou prolétarisée vis-à-vis des travailleurs des villes on privilégie ces derniers, etc.

Les propositions actuelles de la « majorité » du parti nous conduisent à disparaître derrière les forces de l'union de la gauche (cf. : élections partielles). Faute d'une ligne nous démarquant clairement, nous ne trouvons pas notre identité, nous sommes marginalisés et nous ne pouvons plus rassembler autour de nous les exploités qui prennent d'abord conscience de leur propre exploitation avant de ressentir la nécessité de s'unir contre la bourgeoisie.

Nos difficultés internes viennent, entre autres, de la contradiction entre notre mode de fonctionnement et les luttes auxquelles nous participons sur le terrain. Depuis longtemps, les militants du PSU ont adopté une pratique anti-exploitation en posant la question de la cohérence dans la reconnaissance des contradictions secondaires. Il est temps que notre parti accorde sa

théorie à sa pratique. Refusant toute stratégie qui soit exclusivement anti-capitaliste, notre projet est de faire du PSU dans son fonctionnement interne comme dans sa stratégie le parti « anti-exploitation ».

Une telle stratégie est indissolublement liée à un fonctionnement et à un projet autogestionnaires. La prise en compte des exploitations secondaires ne peut se faire qu'en reconnaissant à chaque lutte correspondante une certaine autonomie, permettant à chaque catégorie de prendre en charge ses problèmes propres : autonomie des mouvements sur le plan national, autonomie des secteurs sur le plan interne. Tout naturellement, elle apporte donc aussi une réponse au phénomène bureaucratique qui s'est révélé avec l'évolution de l'URSS l'un des dangers majeurs de notre époque.

NOTRE STRATEGIE D'UNITE POPULAIRE

L'unité prolétarienne

En passant outre à la légalité patronale et bourgeoise et sans se laisser freiner par les bureaucraties syndicales, les ouvriers et les employés dans l'entreprise imposent leur contrôle : c'est le sens de notre axe de lutte du contrôle ouvrier. Les assemblées générales constituent le lieu essentiel de la décision collective.

La détermination d'objectifs unifiants à partir des revendications les plus avancées est la garantie que chaque secteur de lutte pourra se mettre en mouvement à la fois pour lui-même et pour les autres. L'articulation entre objectifs spécifiques et objectifs généraux unifiants, le choix des formes d'action et d'organisation qui en découlent sont la base même du débat politique parmi les exploités.

C'est ce qu'apportent les revendications de type : 2 500 F pour 35 heures ; 300 F d'augmentation uniforme ; pas de licenciements ; blocage des cadences et augmentations des effectifs ; vivre au pays etc. Ainsi peut progresser l'unité prolétarienne.

L'unité populaire

L'unité populaire c'est la convergence, la recherche de la cohérence entre toutes les luttes menées par les exploités contre leur propre oppression et la lutte d'ensemble contre la bourgeoisie et plus précisément contre l'instrument qui maintient le système : l'Etat capitaliste.

C'est le cas des luttes communes : *ouvriers-paysans* sur le pouvoir d'achat, *entreprises-quartiers* sur les transports, les loyers, les charges, l'emploi ; *entreprises-écoles* sur la reproduction de la division du travail, la hiérarchie, la formation professionnelle...

S'ils prennent appui sur les revendications des classes exploitées, les mouvements de minorités nationales, des femmes, des jeunes, d'im-

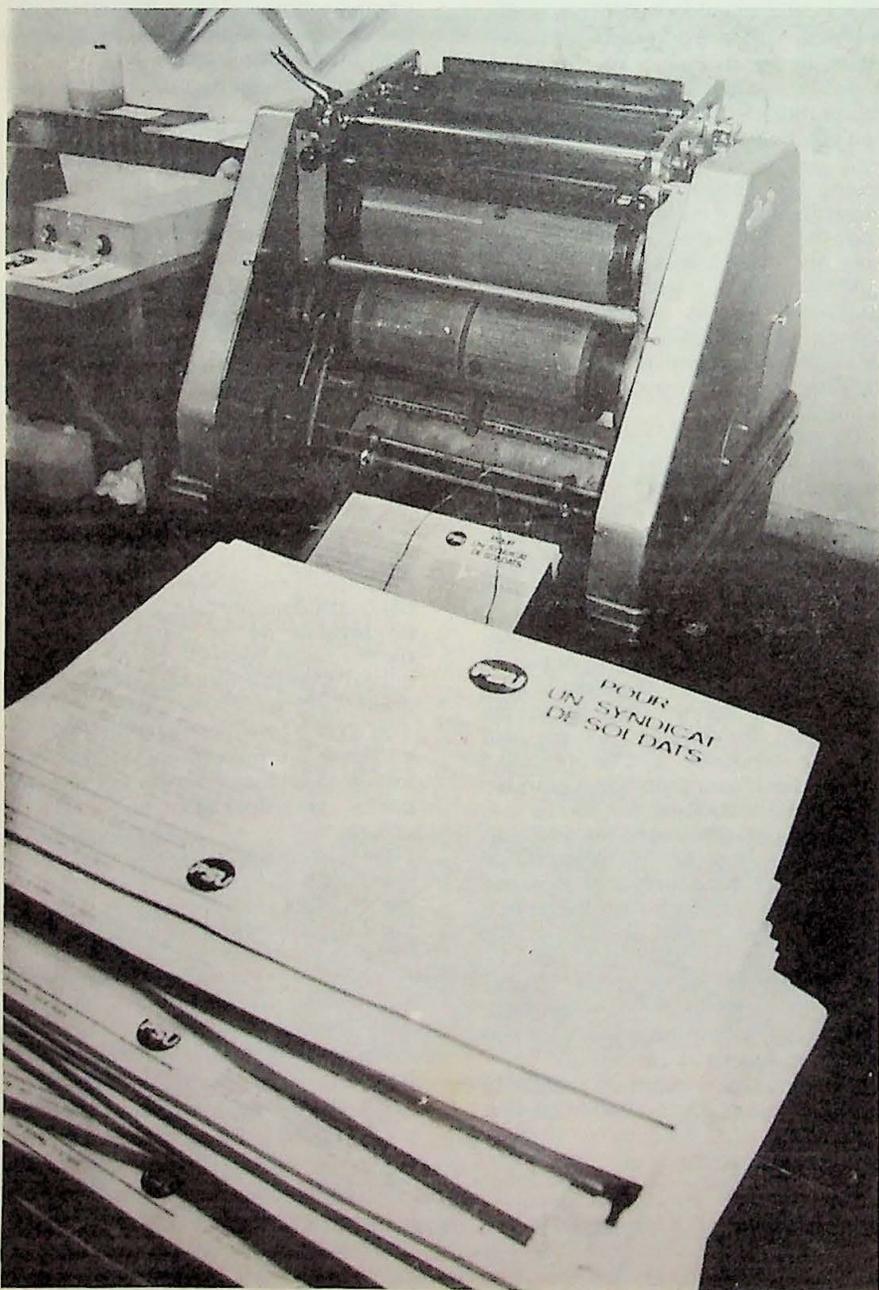


Photo Lebrun

migrés assurent la construction de l'unité populaire.

A travers la démocratie ouvrière et populaire, les couches exécutantes font l'apprentissage de leur auto-organisation et de leur pouvoir. Elles apportent ainsi une réponse positive à la stratégie de la bourgeoisie qui cloisonne les secteurs pour mieux faire payer la crise à l'ensemble des exploités.

NOS OBJECTIFS DANS LA PERIODE

Eléments d'analyse

La situation est marquée par une restructuration du capitalisme sous l'emprise des multinationales. Cette restructuration lui est nécessaire devant les difficultés d'élargissement géographique du marché. La coexistence pacifique a permis une certaine ouverture vers les pays de l'Est, mais n'a pas apporté une réponse suffisamment rapide pour faire face à la crise créée par le raidissement du Tiers-Monde (pétrole, matières premières).

La conjoncture est aussi marquée par des difficultés croissantes pour les exploités face à une restructuration qui provoque une série de « faillites » et la généralisation du chômage. Ces difficultés se produisent au moment où le « mouvement de mai » a perdu de sa virulence mais a engendré un durcissement général des travailleurs. Ceux-ci exigent une série de réformes de l'entreprise et du cadre de vie d'autant plus difficiles à opérer que la bourgeoisie nationale est incapable de supporter la moindre concession.

Certes, le Programme commun en tant que catalogue de recommandations catégorielles conserve un certain prestige ; mais ces recommandations ne prennent pas en compte les besoins qui se manifestent actuellement au niveau des luttes.

Unité d'action

Il ne faut pas confondre une unité d'action avec l'Union de la gauche et l'Unité populaire telle que nous l'avons définie. Prendre en compte les différents niveaux d'exploitation, y compris les intérêts parfois contradictoires qui les traversent, est en opposition complète avec les différentes versions d'un « compromis historique à la française », d'autant plus que le rapport de force actuel est par trop défavorable au PSU.

Il ne peut donc y avoir de pacte d'unité d'action général avec les partis réformistes ; nous rejetons les tentatives qui pourraient être faites et qui viseraient à placer le PSU dans le cadre d'un bloc social et politique, dont on sait qu'il serait entièrement dominé par la stratégie réformiste et qu'il permettrait, soit la liquidation violente ou progressive des organisations autonomes issues du mouvement de masse et du pôle autogestionnaire, soit leur détournement habile vers des objec-

tifs qui leur sont étrangers. Ceci n'exclut, en aucune façon, une unité d'action qui serait ponctuelle, conflictuelle, des ruptures intervenant chaque fois qu'il apparaît que l'intérêt spécifique des exploités est oublié.

L'Unité populaire ne peut non plus se contenter d'une recherche de l'unité des révolutionnaires alors que de nombreuses luttes populaires rassemblent des militants non sur l'idée de révolution, mais sur celle d'autogestion.

Nous ne nous désintéressons pas des problèmes électoraux, mais, actuellement, la question du pouvoir proprement dit ne se pose pas directement pour le PSU. La dynamique de l'union de la gauche nous amène à penser que la période qui s'ouvre sera difficile pour notre parti. Notre tâche doit donc être de favoriser la victoire des partis de gauche, mais surtout de consolider notre autonomie par une ligne claire anti-exploitations, de renforcer le PSU par une ouverture effective aux couches exploitées en nous en donnant les moyens.

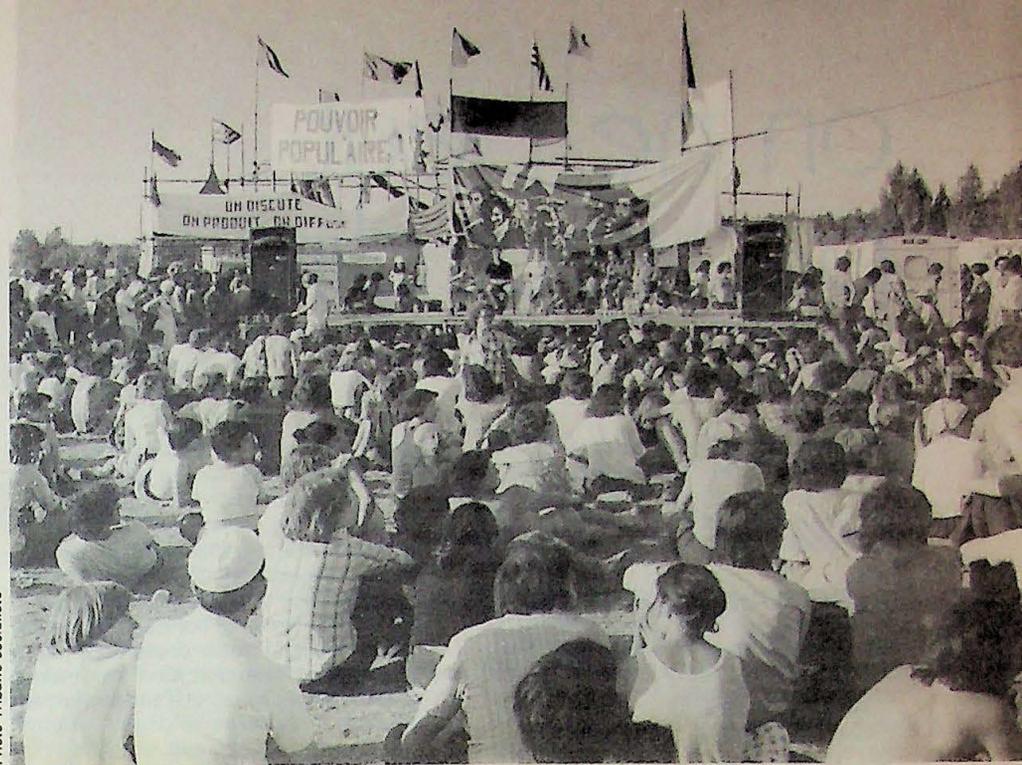


Photo Tribune socialiste

rôle qu'ils peuvent y jouer est fondamental. En effet, elle renferme des forces dont la pratique rejoint manifestement une stratégie anti-exploitations ; les deux propositions minoritaires du congrès d'Annecy ayant eu le plus grand nombre de voix ont porté sur « le rôle hégémonique de la classe ouvrière » et la hiérarchie des salaires ; de plus, l'Union des cadres CFDT regroupe la fraction de la couche compétente la plus prête à rallier les classes exploitées. La CFDT manifeste une nette tendance à la bureaucratisation, c'est-à-dire à l'émergence d'un appareil défendant

rencontré un succès non négligeable. Toutes ces actions, non exploitées au maximum, doivent être relancées sur les bases d'une stratégie clarifiée.

La construction du pôle autogestionnaire

A travers ces axes d'intervention, la priorité doit être mise sur la construction du pôle autogestionnaire capable de porter l'ensemble des contradictions secondaires au plus haut niveau dans l'affrontement avec l'Etat bourgeois. Ce pôle aura à défendre de l'extérieur les intérêts des exploités face à un éven-



Photo Tribune socialiste

Nos axes d'intervention immédiate

Dans les mouvements qui ont pour origine des exploitations secondes le rôle des militants PSU sera de mettre en avant les contradictions de classe qui les traversent, donc de faire apparaître le poids du capitalisme, mais aussi de la couche compétente. En soutenant au sein des mouvements de femmes, de jeunes (pas seulement étudiants), de minorités nationales, de soldats, etc., les revendications des classes exploitées, ils contribueront à la construction de l'Unité populaire.

La CFDT doit retenir toute l'attention des militants du PSU. Le

ses propres intérêts, ce qui apparaît dans les attaques présentes contre tous ceux qui ne partagent pas la position majoritaire. Dans cette évolution le poids du PS est devenu déterminant et notre première tâche est de renforcer, par un ferme soutien politique, la gauche syndicale, menacée à plus ou moins long terme.

Enfin, le PSU devra mieux qu'il ne l'a fait jusqu'à ce jour, suivre et développer les actions qu'il lance. Il en va ainsi des coordinations des luttes, des chômeurs, des soldats et enfin de la dernière en date, les états généraux pour l'autogestion qui ont

tuel gouvernement PS et PC qui ne les prennent pas réellement en compte.

Ce pôle révolutionnaire est marqué du sceau de l'autogestion parce que l'autogestion est, avant tout, le système d'organisation politique et sociale bâti sur les intérêts des exploités. Mais il est ouvert à toutes les forces, à tous les militants organisés ou non qui luttent pour la démocratie directe. Il doit être ainsi le lieu de rassemblement des militants de la gauche syndicale, de la gauche ouvrière paysanne et populaire. S'il s'en donne les moyens, le PSU sera ce pôle, en référence à l'Unité populaire anti-exploitations.

on ne peut pas tout dire

SOS Amérique Latine

Arrestations, tortures, emprisonnements, déportations, assassinats... Les vents mauvais du fascisme balaient le continent sud-américain. D'une dictature à l'autre d'ailleurs, les militaires s'entraident : sur les 112 prisonniers qu'avouait la Bolivie en juillet dernier, 51 ont été expédiés au Chili, 2 donnés au Brésil, 3 cédés au Paraguay.

Les excès des dictatures sont pourtant si voyants que le monde libre s'en alarme. Fin septembre 1976, le Sénat américain refuse à l'Uruguay, « chambre de torture de l'Amérique latine », les 3 millions de dollars prévus pour l'achat de matériel et l'entraînement des troupes à la « guerre interne ». Et Jimmy Carter passe pour rêver d'un régime moins spectaculaire au Chili. Pas d'illusion pourtant : on apprécie à Washington ces équipes sans mollesse qui défont les nationalisations péruviennes, mettent au pas les mineurs boliviens, matent la contestation estudiantine ou chrétienne ; mais on les voudrait plus discrètes.

Divers organismes internationaux, attachés à la défense des droits de l'homme, ne s'y trompent pas : seules des campagnes de masse permettront d'isoler les juntes latino-américaines, de contraindre les impérialismes occidentaux à réviser vraiment leurs politiques de soutien aux régimes fascistes. Aujourd'hui, en France, le Comité international contre la répression (1) présidé par L. Plioutchch et J.J. Marie, ouvre le dossier de la Bolivie et du Pérou. Depuis plusieurs mois, le Comité de soutien aux luttes du peuple argentin (2) édite notamment des cartes postales qu'on peut expédier à l'ambassade d'Argentine en France pour protester contre les atteintes au droit d'asile dans ce pays.

Soutenir leur effort ne relève pas du

gout qu'on a parfois pour les révolutions des autres. C'est rejoindre un combat qui n'a rien d'exotique à l'heure où les Neuf concoctent une législation qui, sous couleur de lutte antiterroriste, menace en fait le droit d'asile en Europe, et notamment en France.

(1) C.I.R., 11, rue de Reuilly, Paris 12^e.

(2) C.S.L.A.P., 14, rue de Nanteuil, Paris 15^e.

salut, Patrick !

Nul n'est censé ignorer la loi. Et pourtant nul n'a le droit de faire connaître la législation sur le statut d'objecteur de conscience. Pour l'avoir ignoré et avoir fourni des informations sur les possibilités d'effectuer un service civil, Patrick Deguines est inculpé de diffamation, d'injure envers l'armée, de propagande sur le statut d'objecteur. Procès prévu fin décembre à Boulogne-sur-Mer. En attendant, les comités de soutien fleurissent : à Lille, 14, rue des Bouchers. A Calais, 25, rue Plante. Même s'il n'invite pas ses adhérents à boycotter le service national, le PSU a toujours défendu le droit à l'objection. Salut, Patrick !

dans le 19^e, on « assainit »

Place des Fêtes, dans le 19^e arrondissement de Paris. Un petit coin qui sentait encore bon les valses d'accordéon, la musique des manèges, le limonaire... Un petit côté rétro des films de Carné... Un quartier héritier de traditions de luttes datant de la Commune de 1870... Mais doit-on améliorer l'habitat dans un quartier populaire, qui vote à gauche ? On préfère « rénover » et y installer des immeubles standing, amenant une clientèle électorale plus sécurisante. Alors, alors, on assainit, on exproprie...

L'affaire, d'ailleurs, ne date pas d'aujourd'hui. Depuis 1965, cinq familles, du 15 rue de Belleville, sont inscrites au fichier central des « mal logés » de la préfecture de Paris. La démarche de relogement figure sur la liste générale des candidats prioritaires valables pour 1966, l'ensemble de ces familles ayant répondu depuis longtemps aux questionnaires de la Société civile immobilière de construction (organisme rénovateur de l'îlot n° 7).

En 1974, lors du jugement d'expropriation concernant 50 personnes, les locaux étaient déclarés vides par l'ancien propriétaire véreux.

Ce fut alors une levée de boucliers (population, élus, comités de défense) pour exiger le relogement des familles. Printemps 76 : les promoteurs s'impatientent, ils ont besoin de place et les bulldozers entrent en

action, démolissant tout autour de l'immeuble-bastion, qui tient encore le coup aujourd'hui.

Le 20 octobre, le préfet prend un arrêté de péril : c'est la porte ouverte à l'expulsion immédiate.

6 novembre, le comité de défense descend dans la rue ; rencontres, explications : le dialogue se noue, les habitants du quartier parlent ; ils citent des cas d'expulsions, de pressions auprès de personnes âgées, d'immigrés. Les militants du PSU sont à la pointe de la bataille.

Au-delà des effets publicitaires de Giscard sur les prêts et aides personnalisées, c'est cela la véritable politique du logement de la France giscardienne.

Correspondance ■

il y a loin d'Helsinki à Prague...

Le Parti communiste tchécoslovaque est-il plus sévère que la Cour de Prague, qui en juillet 1972, condamnait Jiri Müller à cinq ans et demi de prison ? Celle-ci se contentait d'accuser l'inculpé de reproduction et diffusion de tracts « anti-socialistes ». Anti-socialistes parce qu'ils dénonçaient le jeu frauduleux des élections de novembre 1971, appelaient à le boycotter et à se défier du régime officiel. « Rudé Pravo » l'organe central du PCT, ne mollit pas : pour lui, les condamnés de 1972, sont des terroristes — presque des assassins. Et le meeting organisé au mois de novembre à la Mutualité par le Comité des mathématiciens français et le comité central du Parti communiste français pour demander la libération des détenus politiques — ceux de Tchécoslovaquie comme ceux d'Amérique latine — est qualifié d'« anticommuniste et provocateur ».

Quelle notion de la « démocratie socialiste » le PCT défend-il ? Et « quelle est la réalité des droits de l'homme pour le respect desquels s'est engagé le représentant suprême de la Tchécoslovaquie en signant, de sa propre main, la résolution d'Helsinki » ? Ce sont des militants tchécoslovaques — trente-six au total — qui posent la question.

affameurs et affamés

« Les peuples pauvres subventionnent par leurs ressources et leur travail la prospérité des peuples riches... disait Allende à la 3^e CNUCED de Santiago. De fait, sait-on que, dans les années 70, le Mali fournissait 66 kg de coton (contre 38 en 1961) pour acquérir 100 kg de gros ciment, 43 tonnes d'arachides (au lieu de 27 en 1960) pour acheter une 2 CV ? Que lorsqu'un homme meurt de la guerre dans le tiers monde, une fois sur quatre l'arme qui le tue est française ? Qu'un Indien vit avec 203 F par an vers 1972 mais que la France vend 1 300 F un fusil automatique, 3 000 F une mitrailleuse lourde, 2 millions un

char AMX 30 ? Qu'on économise 9 500 F quand on recrute un travailleur immigré, dont la formation n'a rien coûté, plutôt qu'un jeune Français doté du CEP ?

Dans un tel contexte, que signifie l'aide française au tiers monde ? Faut-il même « aider » ? Ou agir pour changer les sociétés riches et transformer leurs relations économiques et politiques mondiales ? Pour répondre à ces questions, le Mouvement 1% tiers monde et le Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples (1) organisent les 11 et 12 décembre prochains à la Maison de quartier de Villejean, à Rennes, un week-end de débats auquel participeront notamment des responsables de la Cimade, de Terre des Hommes ainsi que Cleophas Kamitatu, ancien compagnon de Lumumba, et Sally N'Gondo, président de l'Union générale des travailleurs sénégalais en France.

(1) CRIDEV, 21, rue de l'Alma, 35100 Rennes.

France, terre d'asile ?

Le 2 novembre, un agent de la police politique iranienne (SAVAK) est victime d'un attentat à Paris.

Qui est responsable ? La police française et la brigade criminelle vise bien sûr le milieu étudiant progressiste iranien : perquisitions dans six appartements, une vingtaine d'étudiants interpellés à Paris et en région parisienne, quatre expulsions, deux inculpations d'homicide volontaire.

Même procédé en province, notamment à Grenoble. Sans preuve, *France Soir* et *l'Aurore* accusent, tout comme les journaux iraniens qui ont même adressé des félicitations à la police française... on remercie comme on peut pour l'aide militaire et nucléaire que notre pays apporte au régime fasciste du Shah et de la jolie princesse qui a des souvenirs si émouvants de ses études en France !

« Les charges contre les deux inculpés semblent s'amenuiser » traitait *Le Monde* du 1^{er} décembre après les confrontations de témoins. Depuis une semaine, 50 étudiants iraniens ont entamé une grève de la faim, à l'église du Bon Pasteur (1), pour trois revendications essentielles : libération de leurs camarades emprisonnés à la Santé, retour des quatre expulsés actuellement en Suède, arrêt de toutes poursuites contre le mouvement étudiant iranien en France.

Ce qu'ils vous demandent : votre solidarité morale et financière, et surtout possibilité d'organiser des soirées culturelles : que nos lecteurs, qu'ils soient chanteurs, comédiens, écrivains, cinéastes prennent contact avec eux très vite.

Manifestation mardi 10 décembre, de la Bastille, du métro Alexandre-Dumas, 18 h 30.

(1) Pour tous contacts : 179, rue de Charonne, Paris 2^e, Union des Etudiants iraniens en France. CCP 1950501 RO 20 Paris.



Photo Tribune socialiste

et pourtant elle tourne...

le message yougoslave

La visite de Giscard à Belgrade, retardée par la maladie de Tito, revêt une certaine importance en raison des difficultés ressenties par les deux pays en matière de commerce extérieur. Malgré les différences de richesse et de structure, ils subissent les effets de la crise, voient baisser leurs exportations et croître leur déficit de la balance des paiements. Ils se sont efforcés d'y remédier. Il y a peu de chances qu'ils y soient parvenus. Ils arriveront, tout au plus, à rééquilibrer leurs échanges bilatéraux.

Les problèmes de la sécurité et de la détente du dialogue Nord-Sud ont été abordés sans être résolus, Giscard s'adossant de plus en plus aux Etats-Unis ; Tito, fidèle au non-alignement, mais déçu par la chute des exportations yougoslaves vers l'Occident, cherchant à développer les échanges avec l'URSS. C'est pourquoi, entre autres, la visite qu'a faite Brejnev en Yougoslavie revêt une importance infiniment plus grande que celle de Giscard, car à l'arrière-plan des préoccupations immédiates se profile l'ombre de Tito et de sa succession.

Succession qui, selon de nombreux observateurs, s'approcherait inexorablement. Tito lui-même a affirmé qu'il « peut s'en aller à tout moment, car rien ne changera ». Dès 1971, il a mis en place une présidence collégiale de l'Etat, composée des représentants des républiques et régions autonomes, et dont la direction sera assurée par roulement.

Il compte sur les liens de solidarité entre les nations qui font partie de l'Etat fédéral, liens qui, à son avis, sont plus forts que les tendances centrifuges. Il a pris à cet égard des mesures tant en ce qui concerne le nationalisme croate que le libéralisme serbe. Ses interventions ont consolidé dans l'immédiat l'Etat fédéral, sans surmonter pour autant les antagonismes politiques, économiques et nationaux.

L'ouverture vers l'extérieur a permis de développer l'économie et d'élever le niveau de vie. Mais elle a en même temps favorisé l'accroissement des inégalités et l'enrichissement indu de certaines catégories de la population. Les mesures prises pour enrayer cette tendance ne semblent pas avoir donné jusqu'à présent des résultats décisifs. Face à la consolidation des différentes formes de travail associé, face à l'autogestion généralisée, qui restreint, sans l'abolir le pouvoir de la ligue des communistes et de l'Etat, apparaît un secteur économique privé encore embryonnaire, alimenté par les profits spéculatifs, par les gains des travailleurs émigrés, par les importations clandestines, etc. Aussi bien l'autogestion étendue que l'extension du secteur privé favorisent la demande des biens de consommation au détriment, pour une part, des investissements collectifs. Parallèlement grandit le besoin de liberté que la libéralisation du régime n'a pas entièrement satisfait. D'où l'intervention autoritaire du pouvoir central en Ser-

bie, qui a engendré un certain malaise.

Enfin, problème essentiel, celui des nationalités, demeure. Certes, la direction du parti croate a été remplacée, mais les tendances autonomistes persistent, encouragées de l'extérieur. Problèmes mineurs par rapport à celui de la Croatie, ceux de la Macédoine, revendiquée par la Bulgarie pro-soviétique, et de la région de Kosovo, réclamée par l'Albanie pro-chinoise, risquent d'accroître, dans certaines conditions, les tendances centrifuges.

Trente ans de cohabitation ont cependant créé des habitudes, des rapports, des intérêts communs, dont la rupture serait préjudiciable à tous. Même ceux qui critiquent certains aspects du régime, lui sont pour la plupart profondément attachés. On disait dans le temps que Tito était l'unique Yougoslave. Ce n'est plus le cas. Toute une jeunesse, née et élevée après la libération, se sent et se veut yougoslave. Elle est à la fois critique et loyaliste, elle aspire à changer certains aspects du régime, elle ne le met pas en question.

A cela, deux raisons : l'autogestion qui, en dépit des erreurs, a permis de développer l'économie, d'élever le niveau de vie, de donner aux travailleurs le contrôle de leurs moyens de production que les récentes lois ont consolidée et étendue. Et puis, l'indépendance qui a conforté les Yougoslaves dans leur fierté d'hommes libres. Champions du non-alignement, ils ont été parmi les premiers à dénoncer les blocs militaires, à répudier l'hégémonie soviétique, à prôner la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, à promouvoir la solidarité active avec les peuples du tiers monde.

Ils ont été les pionniers des voies multiples pouvant mener au socialisme. Ces voies, ils les ont exploitées à leurs risques et périls et sont parvenus à esquisser une forme originale de transition au socialisme, qui s'est avérée plus conforme aux intérêts et aux aspirations populaires que celle appliquée en URSS.

Brejnev, lors de sa récente visite à Belgrade, a déclaré que « la Yougoslavie n'est pas un misérable impuissant chaperon rouge » et que l'URSS n'est pas « un loup sanguinaire et agressif qui se prépare à la dépecer et à l'avaler ». Tito aurait souri en l'écoutant. A-t-il songé à la comparaison avec le

loup ou avec le chaperon rouge ? En tout cas, son entourage a contesté vivement cette dernière image.

Car la Yougoslavie n'est ni impuissante, ni misérable — bien que pauvre ! Elle connaît les dangers qui la menacent et prend les précautions qui s'imposent. Elle dispose d'une armée régulière, nombreuse et bien entraînée ; de milices populaires qui englobent tous les hommes et toutes les femmes capables de porter les armes. Elle possède des aérodromes et des dépôts d'armes souterrains, des voies stratégiques, de véritables nids d'aigles, refuges quasi-imprenables.

Elle a créé pour la défense intérieure un système d'autoprotection sociale qui couvre tout le territoire, depuis l'usine et la localité jusqu'à la région et la république fédérale et mis au point un plan de guérilla de longue durée. Personne ne peut occuper le pays sans se heurter à une résistance acharnée de l'immense majorité du peuple.

C'est pourquoi l'imprudente déclaration de Carter que les Etats-Unis n'interviendraient pas en cas d'invasion de la Yougoslavie par l'URSS, n'a pas inquiété outre mesure les responsables de Belgrade. Parce que, dans certains cas, les faits sont plus

contraignants que les paroles. Ensuite, parce que les Yougoslaves comptent avant tout sur leurs propres forces, qui sont loin d'être négligeables, même pour une super-puissance militaire...

Ceci étant dit, faut-il que les Yougoslaves baissent la garde ? Nullement ! Il existe, à l'intérieur du pays, de petits noyaux séparatistes pro-occidentaux en Croatie ; pro-soviétiques en Serbie. Et surtout, il existe, hors des frontières, bien des loups, plus ou moins sanguinaires, qui, en dépit des proclamations d'Helsinki, ne demanderaient qu'à avaler un morceau de cette mosaïque d'Etats.

La disparition de Tito vivra, à coup sûr, ces appétits et convoitises. Le renforcement du nationalisme et le raidissement politique en URSS pourraient peser sur l'avenir de la Yougoslavie. Mais les concessions consenties par Moscou aux tenants de l'euro-communisme et, surtout, l'inébranlable attachement des peuples yougoslaves à leur indépendance, permettront de préserver l'existence de cet unique messager de la construction du socialisme dans la liberté.

Victor FAY ■



Espagne : s'abstenir c'est voter

Ce mercredi 15 décembre 1976, les Espagnols sont appelés aux urnes pour répondre au référendum royal : approuvent-ils ou non la loi qui prévoit l'élection d'un Parlement au suffrage universel ? C'est un événement. Est-ce le signe d'une renaissance de la démocratie en Espagne ?

« Le vote, c'est la démocratie » : on l'affiche dans les rues, dans les cabines téléphoniques, les stations et même les wagons du métro madrilène. On le clame à la télévision. On le ressasse à la radio. On l'étale en placards publicitaires dans la presse. Aux urnes donc, citoyens d'Espagne : la propagande juancarliste, officielle, lancinante — totalitaire — l'ordonne ! Mais pourquoi donc tant d'insistance pour faire voter un peuple sevré

depuis quarante ans de ce droit bourgeois élémentaire ? Parce que tout ce que compte l'opposition démocratique espagnole regimbe : de l'extrême gauche aux libéraux et aux démocrates chrétiens défavorables au régime, du PCE au PSOE en passant par le PSP, des commissions ouvrières aux forces organisées sur une base régionale en Catalogne, en Euzkadi, en Galice ou au pays valencien, on appelle à s'abstenir le 15 décembre.



des nostalgiques de moins en moins nombreux

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 108-109 Les rapports Partis-Syndicats	4,00

VIENT DE PARAITRE

N° 110 Comment battre la droite	2,00
---------------------------------	------

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

Jusqu'à l'épiscopat espagnol qui, dans une note rendue publique déclare : « si le référendum se déroule sans garanties suffisantes, sous la pression ou sans la liberté, sans le sérieux et l'impartialité nécessaires, il ne peut exister un devoir de voter. Ce qui est normal, dans ces conditions, c'est l'absentéisme ».

Or quelles garanties offre un régime qui, en un an d'après-franquisme, n'a satisfait aucune des revendications fondamentales des travailleurs et des peuples d'Espagne ? C'est encore un délit, outre-Pyrénées, que d'appartenir à un parti politique non rallié, de s'inscrire à une organisation syndicale étrangère au syndicat vertical. Quoi qu'en ait voulu faire croire la propagande officielle — reprise à l'étranger souvent —, l'amnistie reste un leurre : les prisonniers politiques se comptent aujourd'hui par centaines. D'innombrables exilés sont encore interdits de séjour dans la péninsule. Les libertés de réunion et de manifestation ne sont toujours pas garanties...

de l'extrême gauche à l'épiscopat...

Rien n'aurait donc changé ? Si, mais à la surface des choses. Repeindre une façade n'a jamais restauré un immeuble en ruine. Et la piquette du franquisme n'est pas meilleure parce qu'on l'a transvasée dans les outres neuves du juancarisme. La dissolution spectaculaire de la Brigade politico-sociale (police politique) laisse intacte la force répressive d'un régime dont la police, bête, pétrocharde et mal entraînée d'ailleurs, n'a qu'une consigne : tirer sur le contrevenant — ou sur le citoyen soupçonné de contre-

venir. Un symbole : la mésaventure de ce capitaine de la Garde civile, à Tolosa, condamné à deux mois d'arrêts en forteresse pour n'avoir pas réprimé une manifestation pacifique en faveur de l'amnistie ; alors même qu'il obéissait aux ordres du « maire », représentant du gouvernement !

le refus des faux-semblants

Dans ce contexte, la décision des fortes d'opposition d'appeler à s'abstenir le 15 décembre — décision paradoxale dans un pays où voter apparaît à beaucoup comme le premier geste qui permette de rompre avec quarante ans d'étouffoir — ne reflète pas seulement l'impasse relative où l'habileté du pouvoir en place a enfermé l'opposition (car ne nous y trompons pas : l'abstention est un pis-aller — quand on ne peut dire ni « oui » sans légitimer le régime, ni « non » sans pratiquer la politique du pire) ; elle retourne le piège contre ses inventeurs, déjoue le jeu truqué d'une dictature qui attendait d'un « oui » franc et massif — conforme d'ailleurs à la tradition du « oui » obligatoire des référendums franquistes — une consécration enfin honorable : ce que veut la monarchie, c'est troquer la légitimité honteuse qu'elle tient du testament de Franco contre elle — la seule avouable — du suffrage universel. S'abstenir, le 15 décembre, en Espagne, c'est, au risque d'être peut-être mal compris, voter contre le franquisme sans Franco, contre les faux-semblants démocratiques pour une véritable libéralisation.

Alain NOEL ■

Cuba, 20 ans après

2 décembre 1956 : c'était, il y a vingt ans, l'expédition du Granma. Fidel Castro, le « Che » Guevara, quatre-vingts révolutionnaires en tout, débarquaient à Cuba. Moins de trois ans plus tard, Batista prend la fuite, l'armée rebelle entre à La Havane.

Victoire à la Blanqui, d'un style somme toute assez putschiste. Les années 60 seront celles du ralliement au communisme, du blocus occidental, de l'internationalisme flamboyant, de l'illusion lyrique aussi derrière les têtes d'affiches, romantique du « Che », terrienne, débraillée et généreuse de Fidel. Viendra le désenchantement : pénurie, rationnement, marché noir, omnipotence du parti unique, bureaucratisme... Années noires que sanctionne en 1970 l'échec de la « gran zafra », la grande récolte de canne de dix millions de tonnes. Castro reconnaît en juillet les difficultés, les problèmes, l'irritation populaire. Alors, on remet de l'ordre dans l'économie, non sans renforcer la dépendance de l'île vis-à-vis de l'Union soviétique, ni sacrifier quelques principes socialistes. C'est le temps du retour aux stimulants matériels, celui où l'on pénalise la « paresse »...

2 décembre 1976 : discours, enthousiasme, « mojitos » (cocktails légers à base de rhum)... On célèbre, en

installant l'Assemblée nationale, les mérites de la démocratisation et de la décentralisation. Tout a commencé en décembre 1975, lors du premier congrès du Parti communiste cubain : deux mille délégués dressaient le premier grand bilan de l'expérience cubaine et lançaient la seconde étape de la révolution, celle de l'institutionnalisation. Vote de la Constitution, sélection par les comités de défense de la révolution, des candidats aux 160 assemblées municipales, élection des délégués municipaux qui désignent à leur tour les membres des 14 assemblées provinciales, élection par les délégués provinciaux des députés à l'Assemblée nationale : de février à novembre 1976, la mise en place de la pyramide des assemblées du pouvoir populaire a mobilisé le peuple tout entier. Est-ce malgré le marasme économique, l'amorce d'une certaine relance démocratique à Cuba ? On en reparlera.

Camille SUHARD ■

Portugal : la droite militaire à la recherche d'un nouveau Spinola

six ligues au sein de l'armée (I)

Le commandant de la région militaire Nord, le brigadier Pires Veloso, a quitté le 11 novembre dernier, après cinq mois d'internement, l'hôpital militaire de Porto. La veille de son départ, il avait reçu la visite du colonel Jaime Neves, commandant du régiment d'Amadora. Ce dernier, à la tête d'une colonne de « commandos en exercice », en route pour le camp militaire de Santa Margarida (future base de la brigade portugaise de l'OTAN), s'est rendu dans la capitale du Nord du Portugal, sans motif bien précis.

Le brigadier Pires Veloso a entamé officiellement une période de convalescence dans sa maison proche d'Estoril, dans la banlieue de Lisbonne. En fait, celui qui est considéré comme un des leaders de l'aile droite militaire, ne retournera pas à Porto, où il a été remplacé par le brigadier Pacheco Rodrigues, un fervent partisan du respect de la légalité.

Cette mutation, intervenue à la tête de la région militaire considérée comme la plus incertaine, marque un tournant dans l'évolution des rapports de force au sein de l'armée portugaise. Et ce d'autant que nous assistons à une nouvelle offensive de l'aile droite militaire, appuyée par l'OTAN, dont le but est clair : marginaliser définitivement le *groupe des Neuf* animé par le major Melo Antunes (qui détient la majorité au sein du Conseil de la Révolution), et faire éclater le *groupe des Dix-Sept*, ce qui entraînerait, à terme, une rupture définitive entre le président de la République, le général Ramalho Eanes, et le major Melo Antunes. Or, comme cela s'était déjà produit pendant la crise de l'été dernier, nous assistons au phénomène inverse. A savoir : au renforcement de l'alliance entre l'aile gauche du MFA et les militaires professionnels démocrates (1).

Avant d'aller plus en avant dans notre analyse, il nous paraît intéressant de définir les principaux courants de pensée politique qui animent aujourd'hui l'armée portugaise.

Sévèrement épurée après le 25 novembre 1975, la ligne du major Otelo de Carvalho (comportant les militaires qui appuyèrent le document du COPCON pendant l'été 1975) est pratiquement inexistante dans l'armée. Les divergences politiques qui ont éclaté au sein des GDUP'S (lesquels finalement ont tenu récemment un congrès à Amadora) ne pourront que l'affaiblir davantage. Il faut cependant noter que Otelo demeure dans une position professionnelle indéfinie : il n'a pas été versé dans le cadre de réserve, ni muté aux Açores ou à Madeire. Sa récente arrestation prouve que la droite militaire le craint toujours (2). Otelo, il est vrai, garde de bons appuis au sein du Conseil de la Révolution (CR).

La ligne gonzalviste a su habilement se préserver de l'épuration. Son influence demeure importante, particulièrement dans la marine. Aussi, on ne peut pas considérer la récente condamnation à vingt-cinq jours de prison du capitaine Machado dos Santos et du lieutenant Simoens Teles, comme une offensive de l'état-major

dant, aujourd'hui, les thèses du PC italien. Les deux militaires les plus influents étant les commandants Martins Guerreiro (membre du CR) et Costa Correira.

La ligne méloantuniste, qui regroupe les signataires du *documents des Neuf* de l'été 1975 (à l'exception, maintenant, du major Canto e Castro) détient le pouvoir au sein du CR, ainsi que le commandement de la région militaire de Lisbonne (la plus importante) avec le général Vasco Lourenço. L'influence de cette ligne est effective dans les trois armes (défendue dans la marine par le commandant Victor Crespo, membre du CR).

La ligne Eaniste, que l'on retrouve en partie sous l'appellation *groupe des Dix-Sept*, regroupe derrière le général Ramalho Eanes, les militaires opérationnels démocratiques. Ces militaires peuvent se diviser en deux branches : une *fraction atlantiste*, animée par le capitaine Loureiro dos Santos, Tomas Rosa, le colonel Firmino Miguel (ministre de la Défense); une *fraction méloantuniste*, animée par le major Muniz Barreto, le lieutenant-colonel Costa Bras (ministre de l'Administration Interne), proche de l'aile gauche du PS.

La ligne des opérationnels, dont l'idéologie est foncièrement de droite, se sent flouée depuis le 25 novembre 1975. C'est de cette ligne politique que partent depuis cet été, les attaques contre l'aile gauche. Les leaders en sont : pour l'aviation, le chef d'état-major, le général Morais e Silva, les généraux Silva Cardoso et Lemos Ferreira ; pour la marine, le chef d'état-

major, l'amiral Souto Cruz et le commandant Almeida e Costa (membre du CR); dans l'armée de terre, le brigadier Pires Veloso, les colonels Soares Carneiro et Abel Couto.

Les liens entre les « opérationnels » et l'OTAN sont très étroits. Pour preuve, les récents voyages de Souto Cruz aux Etats-Unis, en France et en RFA ; et, cette semaine, le voyage de Morais e Siva aux Etats-Unis.

L'extrême droite militaire a gardé des liens étroits avec les « opérationnels ». Elle se divise en trois courants :

— un pôle comprenant les généraux mis à la retraite après le 25 avril 1974 : Kaulza de Arriaga (qui a des liens très étroits avec Giscard d'Estaing, par l'intermédiaire de l'industriel portugais Antonio Champalimaud), Silvino Silvério Marques et Luz Cunha, lesquels ont gardé des contacts avec les Etats-Unis et l'OTAN.

— la ligne « spinoliste », en perte de vitesse, mais qui garde un bras armé en Espagne avec les commandos de l'Elp (du commandant Alpoim Calvao) et du PDLP (du colonel Santos e Castro),

— la ligne du général (en retraite) Rodrigues Bettencourt, proche de Spínola. (A suivre).

Alain ECHEGUT ■

(1) Voir TS du 23 sept. 1976.

(2) Contrairement aux affirmations du Comité Russel, ce n'est pas le ministre de la Défense, le colonel Firmino Miguel qui a fait arrêter Otelo, mais l'état-major de l'armée de terre. Décision entérinée par le CR.



Photo Adja Weiss

Rhodésie : rompre avec le passé

L'obsession de M. Smith était de durer : il faut reconnaître que depuis 1965, date de la proclamation unilatérale de l'indépendance de la Rhodésie, il ne s'est pas trop mal débrouillé. L'Afrique du Sud, ouvertement, et les puissances occidentales, avec plus d'hypocrisie, ont toujours donné à la minorité blanche les moyens de survivre dans une aisance qui ferait pâlir d'envie n'importe quel Français moyen. Et les mouvements nationalistes se sont laissés si bien manœuvrer, entre la carotte d'une solution négociée et le bâton qui s'abattait sur eux, dès qu'ils montraient des dents, qu'ils consacraient beaucoup plus de leur énergie dans des luttes fratricides qu'à abattre le pouvoir colonial.

Rompre avec ce passé. En finir avec la douce vita des palaces africains, les quêtes dans les cabinets ministériels, les interminables palabres pour décider que faire ou plutôt comment durer sans rien faire. La ZIPA (Zimbabwe people army) est née à la fin de l'année 1975 de la volonté de tirer un trait sur une histoire remplie d'échecs et de divisions. Le Mozambique venait d'accéder à l'indépendance. 1 500 kilomètres de frontières communes avec la Rhodésie s'ouvraient à toutes les infiltrations. Le FRELIMO avait gagné et bien gagné, menant l'armée coloniale portugaise au bord d'une défaite totale. La lutte armée s'imposait comme l'unique moyen d'abattre le colonialisme rhodésien.

investir les coulisses

La ZIPA coupe alors tous les ponts avec l'extérieur. Elle laisse les « politiciens noirs » s'agiter sur l'avant-scène pour mieux se charger d'investir les coulisses. Le 20 janvier 1976, les guérilleros lancent leur première offensive générale au Zimbabwe. Panique à Salisbury qui bat le rappel. Des charters entiers de mercenaires atterrissent. On enrôle de force la masses des Noirs au chômage. Rien n'y fait : les offensives se succèdent, toujours plus meurtrières. Et les raids de ter-

reur de l'armée rhodésienne au Mozambique n'y changent rien : la guérilla bat son plein en Rhodésie même.

La composition de la ZIPA découle de mutations sociales en Rhodésie par le boom économique. Plus de la moitié des Noirs sont des salariés d'entreprises industrielles et agricoles. Le mouvement nationaliste est né du moule syndical. Pour la pre-

mière fois en Afrique une armée de libération est donc constituée en majorité d'ouvriers. Au cœur même de la Rhodésie, dans les banlieues urbaines noires des milliers d'ouvriers vivent, apparemment une vie d'honnête citoyen. Ils sont pourtant les militants clandestins de la ZIPA qui attaquent les postes de police, détruisent les ponts, minent les routes, abattent les collaborateurs notoires. Parallèlement, l'armée des frontières se forme progressivement en unités régulières. Elle attaque les objectifs majeurs. Elle approvisionne dans des camps situés au cœur de la Rhodésie les guérilleros urbains.

une première manche

Kissinger avait très bien senti le danger. Il fallait trouver au plus vite une solution négociée avec une partie du mouvement nationaliste pour préserver les intérêts impérialistes en Rhodésie et écarter la ZIPA de la course au pouvoir. Son plan réussit-il ? La réponse dépend de la capacité de la ZIPA à maintenir la cohésion de ses combattants autour du projet révolutionnaire qu'elle veut faire aboutir : sa « stratégie de guerre populaire prolongée » vise certes à faire capituler le régime Smith mais surtout à forger l'idéologie, les structures, « l'homme

nouveau » qui bâtiront le socialisme au Zimbabwe. Elle dépend aussi de la poursuite de l'appui populaire. La conscience politique des Zimbabweens est-elle assez aiguisée pour qu'ils comprennent qu'il ne suffit pas que le nouveau premier ministre soit noir pour qu'il défende leurs intérêts ?

D'ores et déjà la ZIPA a gagné la première manche. Personne ne peut contester qu'elle est devenue en quelques mois la première force du mouvement nationaliste au Zimbabwe. Sa puissance oblige Muzorewa à se compromettre toujours plus avec le régime Smith pour réaliser sa seule ambition : prendre le pouvoir. Nkomo est devenu le prisonnier de son alliance avec la ZIPA. Alors Josiah Tongogara, le futur dirigeant de l'Armée populaire, fait monter les enchères. L'unité du mouvement nationaliste ne peut que se faire autour de la ZIPA. Elle exige dans le futur gouvernement de transition non seulement la Défense et la Police, mais aussi des postes clés pour empêcher que l'on puisse frustrer le peuple du Zimbabwe de sa victoire. Smith doit capituler.

Sur le terrain, les simples combattants ne se gênent pas pour affirmer leurs exigences. Rien pour Muzorewa, Nkomo ou Mugabe. Tout le pouvoir à la ZIPA.

Michel TICHNIKOV ■

Angola : le prix de la liberté

Le 11 novembre 1975 est proclamée à Luanda la naissance de la République populaire d'Angola. Cette date marque la fin d'une longue période de combats meurtriers livrés par les nationalistes angolais pour émanciper leur pays de la tutelle coloniale portugaise.

Cependant, le 11 novembre 1975, l'Angola est à feu et à sang. Si la révolution des œillets a permis dès avril 1974 d'accélérer sans trop de heurts la décolonisation de la Guinée Bissau et du Mozambique, l'Angola est resté le théâtre d'une lutte sans merci entre, d'une part le MPLA qui a supporté presque seul l'effort de la guerre populaire de libération, et d'autre part le FNLA et l'UNITA soutenus par une étrange coalition impérialiste et chinoise.

Le grand mérite du livre que vient de publier Jean-Pierre Cosse et José Sanchez est de débrouiller avec une remarquable minutie les lacs et entre lacs d'une réalité politique, entrelacs d'une réalité politique, économique et sociale que même les militants les plus avertis n'ont pas toujours saisie avec une exacte certitude.

D'avril 1974 à la fin de 1975, la plupart des organes de presse occidentaux présentent l'Angola comme l'enjeu de trois mouvements rivaux. La rapidité avec laquelle le MPLA a écrasé ses adversaires a surpris jusqu'aux principaux dirigeants de ce mouvement. C'est en réalité depuis la création du MPLA en 1956 puis à partir de 1961 quand s'est déclenché la lutte armée que le MPLA a structuré le mouvement populaire dans les campagnes, les usines et les zones urbaines. L'appui des masses a permis d'abord d'isoler le FNLA et l'UNITA,

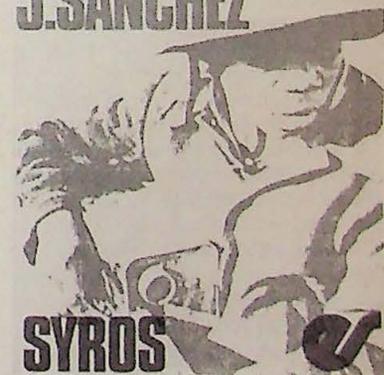
notamment après les accords d'Alvor de 1975. C'est ce même appui qui permet ensuite aux forces armées du MPLA, les FAPLA, d'expulser de Luanda les bandes armées de Holden Roberto et Jonas Savimbi. Alors que le Portugal retire progressivement ses troupes, les forces impérialistes appuyées localement par l'Union sud-africaine et le Zaïre tentent de reprendre Luanda. C'est dans ce contexte que le MPLA accepte l'envoi de volontaires cubains. La livraison d'armes yougoslaves puis soviétiques permet d'enrayer les attaques d'une armée suréquipée en armements sophistiqués.

On connaît la suite, la déroute étonnante des mercenaires zaïrois et sud-africains, la reconnaissance par la communauté internationale, y compris par ses pires ennemis, dont la France, de la nouvelle République. Ce n'est pas le moindre intérêt de cet ouvrage que d'avoir mis en lumière le rôle néfaste et écœurant du gouvernement français dans cette affaire. Un gouvernement qui aujourd'hui encore est le principal pourvoyeur d'armes et d'équipements de la République sanguinaire et fasciste de l'Afrique du Sud...

M.E. ■

Angola : le prix de la liberté, par Jean-Pierre Cosse et José Sanchez, Editions Syros, 246 pages, 27 F.

ANGOLA: LE PRIX DE LA LIBERTÉ J.P. COSSE J. SANCHEZ



« Ce livre répond aux questions que l'on se pose. »

(René Lefort,
Le Monde diplomatique)

« Le premier compte rendu rigoureux de l'effondrement d'un empire archaïque. »

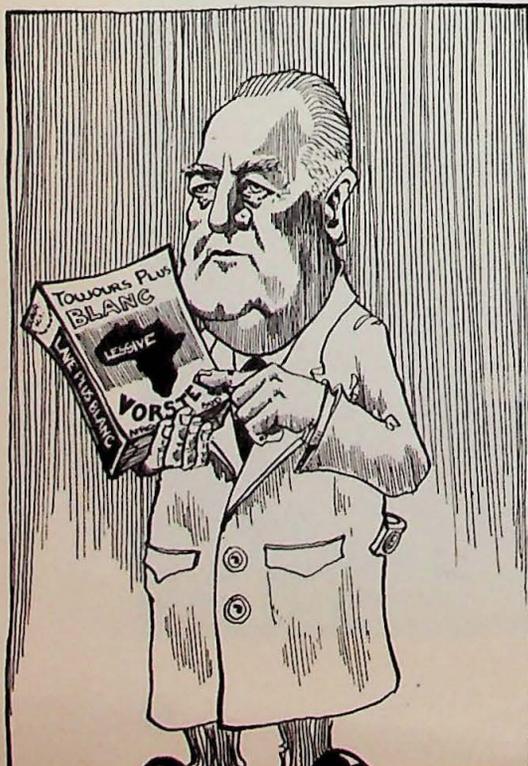
(Patrick Jarreau, *Politique hebdo*)

Editions SYROS

9, rue Borromée

col. « Histoire et théorie »

27 F — 248 pages



c'est aussi politique

une victime innocente ?

Comment traiter le problème du racisme ? Plusieurs solutions se présentent : montrer que l'Autre est en fait le semblable, et c'est la démarche habituelle du cinéma antiraciste qui, depuis les années 45/50 tente désespérément de ramener l'inconnu (l'autre) au connu (soi).

D'où, en particulier, une floraison de films américains qui assimilaient le Noir au Blanc : *la Chaîne*, *le Carnaval des Dieux*, *Devine qui vient dîner*. Etape indispensable, films plus ou moins remarquables, qui témoignaient d'une évolution historique : le Noir, puisqu'au cinéma il était « l'Autre » par excellence, devait, avant de s'affirmer comme tel (mouvement extrémistes, cf. le film de William Klein : *Eldridge Cleaver*, *Breack Panther*), c'est-à-dire comme différent, se faire admettre comme égal.

Et le succès — l'existence — d'un Sidney Poitier ne relève pas d'autre chose. Le « nègre » n'était plus cet être inqualifiable, inclassable, rebelle à nos catégories occidentales, mais un aspirant blanc, un éventuel être humain désireux de se couler dans le moule d'une perfection américano-européenne. Le point de vue habituel, humaniste, paternaliste, est celui du cinéaste filmant la victime : noir, juif, arabe, femme. De sa normalité, il dispense une parole qui réduit à lui ce qui lui est irréductible.

une démarche inverse

M. Klein adopte la démarche inverse. M. Klein, c'est la victime du film, mais non la victime des circonstances historiques : non pas le juif, mais la victime indirecte de l'antisémitisme, la victime innocente, l'un d'entre-nous.

Innocente n'étant d'ailleurs pas le terme exact. Car, si M. Klein n'est pas juif, il est loin d'être moralement innocent dans une thématique loseyenne où le puissant (que sa puissance soit financière, paternelle ou sociale) est désigné comme celui que la justice immanente de la fiction doit atteindre.

Le film joue donc à deux niveaux : la parabole du maître et de l'esclave, proche ici de *The Servant*, etc., où l'on voit le puissant courir à sa perte par la fascination que le faible exerce sur lui. L'autre niveau est constitué par le message politique du film. « Nous sommes tous des juifs allemands », pourrait-on dire.

une approche originale

L'autre, c'est nous. D'où l'importance des miroirs qui reflètent un être à la recherche de son identité. Qu'un imposteur prenne le nom de M. Klein, qu'il s'approprie sa substance sociale,

et celui-ci perd pied, se trouve en but à des tracasseries administratives, doit prouver qu'il est bien lui et non pas un autre, non pas l'autre.

En choisissant un « faux-coupable », un faux-juif, Losey démontre magistralement que les frontières entre les races, les critères utilisés par le racisme ne sont pas seulement arbitraires, mais sujets à caution. La première séquence est significative, qui montre l'examen clinique et scientifique d'une femme soupçonnée appartenir à la race juive. On ignore ce qu'elle est, et le docteur ne peut formuler qu'un avis.



Losey refuse l'apitoiement misérabiliste sur le pauvre juif, préférant faire porter son regard sur les conséquences d'un régime raciste : tout le monde à tout instant peut être soupçonné, emprisonné dans un réseau de fausses évidences, basculer du côté des victimes. Si nous pouvons être pris pour l'Autre, c'est donc qu'il n'y a aucune différence entre l'Autre et nous.

Cette approche originale de l'antisémitisme, qui diffère radicalement du *Vieil homme et l'enfant* ou des *Violons du bal*, se déroule comme une démonstration mathématique, sans

avoir besoin de s'appuyer sur le contexte social de l'époque, avec une froideur qui élimine tout sentimentalisme, d'autant que le héros du film n'est pas censé susciter notre sympathie.

Cette froideur, cette rigueur, l'absence de repères historiquement datés contribuent à faire de M. Klein une argumentation rationnelle à mille lieues du film historique sentimental ou du plaidoyer humaniste. Plus efficace donc, puisque dépassant le stade émotionnel primaire.

Stéphane SOREL

« on nous appelait fellagha... »

Après les Mémoires immondes de Bigeard et de Massu, voici enfin de quoi leur opposer comme un contre-mémoire : le témoignage d'un Fellagha, d'un maquisard. Le FLN de la guerre d'Algérie nous est pour la première fois raconté de l'intérieur, et par l'un de ses plus prestigieux combattants : Zerari Rabah, du nom de guerre Si Azzedine, en arabe « celui qui chérit la religion »...

Nous sommes en 1955, dans le maquis de Palestro. Au début, une poignée d'hommes et quelques fusils de chasse. La vie peu à peu s'organise, sur le triple plan administratif, politique et militaire. Le jeune militant naïf et trop impulsif, qui ne fait pas ses 20 ans, « mûrit » très vite. Azzedine prend la tête du commando Ali Khodja, dit « commando de la mort » (une dizaine de survivants sur 1 200 hommes) pour près de deux ans. Années d'apprentissage de la guerre révolutionnaire, tout entière remplies par la mise sur pied des embuscades — l'intelligence devant bien souvent supplanter la force —, par l'obsession de la défense, du ravitaillement, des blessés, mais aussi par l'amitié des « frères » — héros vulnérables, pour la plupart à peine sortis de l'enfance, ils ont la trouille, ils ont faim, ils rêvent à toutes les filles qu'ils ne connaîtront jamais —, et par la liaison organique avec une paysannerie dont l'éveil, la politisation sera l'élément déterminant de la victoire : « ici fut notre véritable école de révolution. Sans les paysans, leur science du terrain, leurs techniques de survie, leur organisation spontanée, l'ALN(2) n'aurait pu supporter une guerre de 7 ans ».

Une autre « école de la révolution » : les prisons françaises où le FLN re-

constitue ses structures et se livre à un important travail de formation... Pendant que dans les écoles algériennes c'est la torture, que de jeunes officiers zélés apprennent par la pratique directe. Azzedine rapporte les expériences de son père et de ses frères, le témoignage bouleversant de sa nièce Zebor, alors âgée de 17 ans, les traitements dont il fut lui-même témoin, en 1956, à la prison de Tablat, avant de s'en évader.

Plus tard, en 1958, alors commandant de la Willaya IV (2) il s'évadera à nouveau mais par la « grande porte », cette fois, celle que lui ouvre la « naïveté » du général Massu : comment celui-ci a-t-il pu croire un seul instant qu'un homme comme Azzedine allait réellement accepter le canular de « la paix des braves », c'est-à-dire la destruction pure et simple du FLN et de son armée ?

Azzedine, qui insiste à plusieurs reprises sur le très bas niveau de conscience politique, même parmi les cadres, ne dit pas combien ils étaient ces militants, les plus conscients, pour qui la guerre de libération ne représentait pas « l'espoir du seul peuple algérien » mais aussi « le symbole des luttes du tiers monde » et qui, par-delà le simple nationalisme, défendaient « une nouvelle conception des rapports entre les hommes et les peu-

ples ». Pour lui, par contre, pas de doute quant aux aspirations de ceux qui seraient censés assurer un soutien extérieur, de Tunis et du Caire, ceux du gouvernement provisoire : « les fauteuils du pouvoir », « les fastes bourgeois de la table et des salons ».

Pendant que l'OAS ensanglante et ruine Alger, ce même gouvernement « négocie » un accord FLN-OAS « par-dessus la tête » de ceux qui continuent à se battre, au maquis ou dans cette nouvelle « Willaya urbaine » qui, sous la direction d'Azzedine, est devenue une véritable zone autonome possédant sa propre infrastructure économique-sociale. L'indépendance à peine proclamée, les appétits se déchaînent : « éccœurés », nous fîmes le serment de laisser le champ libre à la course au pouvoir. Notre mission était accomplie. Pour le militaire, oui ; mais pour le révolutionnaire, est-ce que tout ne commençait pas au contraire ?

C'était au moins l'espoir de ses camarades de combat éliminés plus tard par un certain Houari Boumediène. Mais Zerari Rabah se tait : « *Alger la bleue, la verte, la blanche/et l'emmerdante/ou les hommes ont décidé de se taire/ou d'adresser des louanges [...]. Le feu brûle encore aujourd'hui, malgré/les pensées incrédules/L'incantation demeure, car le pays a soif, soif* ». Nabile Fares (*l'Exil et le Désarroi*).

Marion LAY ■

(1) Du commandant Azzedine, chez Stock.
(2) ALN : armée de libération nationale. Willaya : département. Le FLN avait structuré l'Algérie en 6 départements, géographique et politique.

fascination

Plutôt que de la lutte des classes, dont ils ont entendu parler dès leur berceau, ce qui semble solliciter Bruno Boëglin et Jean-Claude Fall, très jeunes tous deux, c'est l'observation, à l'intérieur de cette lutte, d'une fascination qu'exerce la bourgeoisie sur la classe populaire et parfois la classe populaire sur les bourgeois et des conséquences que cela peut avoir.

Pour Boëglin, qui a créé la Compagnie de la Mouche à Lyon à quinze ans et que Jean-Jacques Lerrant n'hésite pas à comparer au Planchon des premières années (même passion obstinée), il s'agit moins de cerner une fascination par des individus que par les valeurs bourgeoises. Dans *La Novia* (1), il part de la pièce d'Alberti, *Nuit de guerre dans le musée du Præ-*

do, pour se demander et nous demander si le choix des Républicains espagnols qui ont décidé de distraire des hommes du front pour qu'ils assurent la protection des toiles du Prado était un choix fondé : « Dans Madrid assiégée, dit-il, il a fallu des litres d'huile pour protéger les emballages métalliques des tableaux. Il a fallu en transporter à Valence dans des camions

avec plus de soin que s'il s'était agi de blessés... » Après quoi, faits comme des rats, les miliciens ont été abattus par des mondains indignes de ce patrimoine qui leur retombait entre les mains.

Boëglin ne juge pas. Il est de ceux qui, plutôt que de répondre à des questions, les posent, mais avec l'appareil scénique tout entier. Boëglin et Alain Cunillera ont imaginé pour leur grave et beau spectacle un puits profond (les caves du Prado) d'où l'on ne communique avec l'extérieur que par une immense échelle métallique, le mur de la cave se lézardant après la défaite pour laisser voir la terre d'Espagne ravagée.

Jean-Claude Fall a choisi de prendre au sérieux une pièce qui, dans le répertoire allemand actuel, est tirée au grotesque. Il s'agit du *Schippel* (2) de Carl Sternheim, écrit en 1912 et traduit depuis peu par Jean Launay.

Un marginal, qui joue de la flûte dans les cafés, Schippel, est « tendu à se briser par le désir de devenir un bourgeois ». Toucher le ventre d'un bourgeois dont il serait devenu l'égal, quelle joie ! mais une joie utopique s'il n'avait sa fortune dans le gosier : il est le ténor qui manque à trois bourgeois d'une petite ville de Thuringe pour gagner un concours de chant.

Mais ce qui compte surtout, ce n'est pas que Schippel, qui n'a pu franchir par force et arrogance le rempart de la vie bourgeoise le fasse à la faveur d'une méprise. L'important, c'est de voir à l'œuvre ce petit homme : saisissant la bourgeoisie allemande par ce que sa sensibilité a de plus sacré, il la bouscule, la fascine.

« On sait, dit Jean-Claude Fall, à quoi a conduit l'harmonie du lied allemand. » En mettant en scène *Schippel*, il poursuit la réflexion commencée l'an dernier avec *Grand Peur et Misère du Troisième Reich* (3).

Jean-Louis Jacopin joue *Schippel* : il y a du jeune Hitler dans sa remarquable composition du rôle, ce loup aux dents longues, brutal dans ses dépités et ses retournements, naïf dans ses tentatives d'alliance. Une très bonne direction d'acteurs, le sens de ce qu'on peut demander à un décorateur (André Acquart) et à un musicien (Lucien Rosengart) confirment la confiance qu'on pouvait avoir dans le talent de Jean-Claude Fall.

Dominique NORES ■

(1) Festival d'Automne, et du 7 au 13 janvier au TNP-Villeurbanne, puis à la Maison de la Culture de Grenoble.
(2) Théâtre de la Commune d'Aubervilliers.
(3) Voir TS n° 689, 7/14-2-76.

Titus-Carmel : un dessin au scalpel et au couteau

« Le dessin doit pénétrer dans le papier à l'instar du fer qui marque le bétail » (T.C.)

Les dessins de Gérard Titus-Carmel dessinent obstinément la mort. Non pas la mort comme événement brutal, unique, rupture absolue avec la vie, mais la mort comme lente détérioration de la matière, comme travail de la destruction, action souterraine du temps.

Ce qui fascine et inquiète dans ces séries de dessins qui reproduisent jusqu'à épuisement (de l'artiste !) le même modèle (les « Bâtons des quatre saisons » ; les « Altérations d'une sphère » ; les « Variations sur l'idée de détérioration », etc.), mais à chaque fois modifié — par un angle de vue différent ou par une modification intérieure du modèle —, c'est cette tension de la ressemblance et du différent, du semblable et de l'inconnu : chaque dessin renvoie avec évidence à tous les autres de la série à laquelle il appartient, tout en se différenciant radicalement de chacun d'eux par une spécificité irréductible. Comme un homme qui, confronté à ses anciennes photos, découvre sur son visage le travail du temps, les transformations successives qui se refusent à coïncider dans une seule et authentique « reconstitution ». Surtout s'il les regarde ensemble, renvoyé de l'une à l'autre comme à son double travesti et démultiplié. A la différence qu'ici le temps est devancé. Comme le jeune homme qui imagine, à partir de traits encore imperceptibles, les métamorphoses à venir de son visage. Il ne s'agit pas d'un regard nostalgique sur

une réalité passée, il s'agit de rendre visible la corrosion, l'altération probables de la matière et des formes.

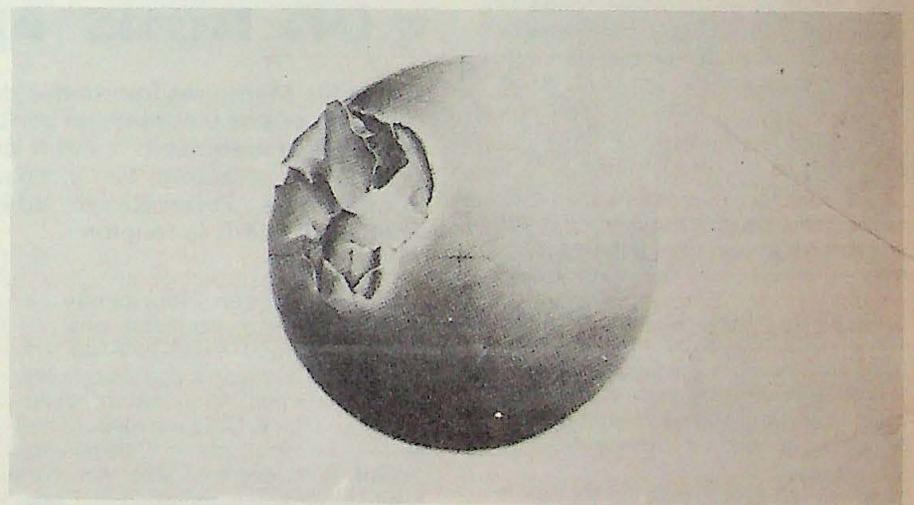
Marion LAY ■

« Je dirai comment, peu à peu, insidieusement, la pratique journalière du dessin est devenue plus âpre et comment l'usage complice du crayon s'est mué petit à petit en une pratique de l'usure. Comment chacun des traits du crayon s'est soudainement FAIT PLOMB EN MOI.

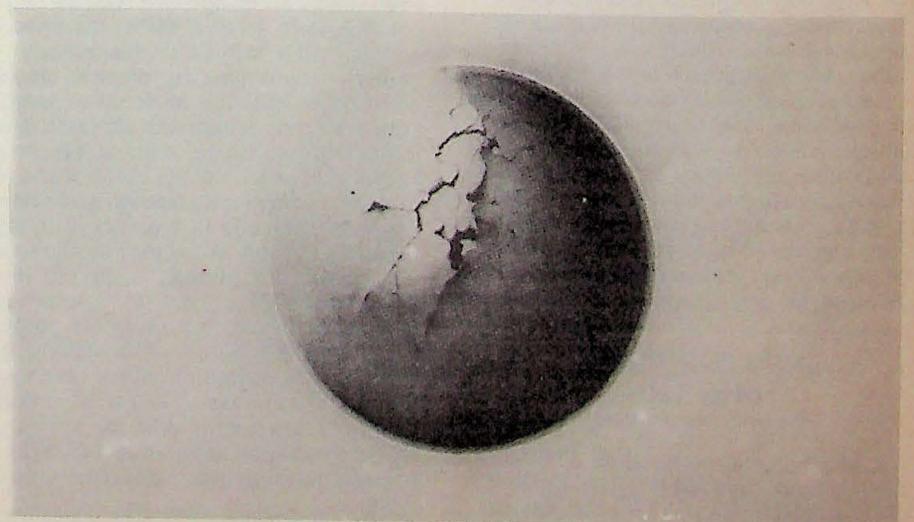
Dessiner, frotter, user. Un travail de fossoyeur, d'« homme de fouille », ne s'intéressant qu'aux sorties de ses excavations.

Dessiner, effacer, puis dessiner encore. « Fatiguer » un dessin, fatiguer le papier. Qu'enfin, quittant sa bristolité de mise, se peluchant, il ouvre son sous-sol. Alors, dans ses épaisseurs givrées, y déposer, y découvrir, l'os de cendre qu'est le trait de crayon. »

Titus-Carmel - Notes d'atelier
(in « Change » n° 26-27)
consacré à la peinture)



Neuvième altération d'une sphère, 1971.



Onzième altération d'une sphère, 1971.

points de vue

On n'a pas vu Bedos, ni Fugain et son Big Bazar ; on n'a pas revu Zouc non plus... C'est à ces quelques rendez-vous manqués qu'on commence à connaître la lutte des artistes interpètes (comédiens, chanteurs, danseurs, musiciens) entrés en grève depuis le 18 novembre. Ils se battent pour la reconnaissance de leurs droits sur les utilisations secondaires de leur travail, les conditions d'engagement et les taux de rémunération. Ils se battent aussi pour une meilleure (une autre ?) télévision.

Quelques réalisations « maison », cependant : « Messieurs les jurés », jeudi, à Antenne 2. On connaît la formule de l'émission : sur une affaire criminelle dont le procès est reconstitué, neuf jurés qui ne sont pas comédiens ont à se prononcer. Pour cette fois, il s'agissait de l'affaire Craznek. En gros : un homme a tué un médecin, responsable par ignorance — et insuffisance — de la mort de son fils...

Très vite, on s'y laisse prendre, et c'est à peine si l'on mesure le pouvoir captivant, la force persuasive du « petit écran » ; le degré d'identification qu'il suscite chez soi. C'est tellement « ça » : le decorum, les frusques, le rituel — la Cour, le psychiatre de service, les flics... Et puis, l'accusé.

Au moment crucial des délibérations, dont on ne nous transmet que quelques séquences, les jurés improvisés sont depuis longtemps engagés à fond dans ce jeu complexe et tragique, qui tient du psychodrame. Il faut sentir et voir leur sérieux, leur effort de réflexion, d'honnêteté ; les prises de conscience, les remises en cause qui affleurent au cours des échanges.

Le verdict fut très clément en l'occurrence. Mais surgit l'interrogation sur le principe même d'une telle émission — si efficace, si « prenante », comme on dit. Jusqu'où pourrait-on conduire les gens, nous téléspectateurs comme ces jurés d'un soir, dans cette sorte de jeu dont les règles et les rôles sont établis à l'avance — auxquels une habile mise en situation fait si vite adhérer ?

La question n'est sans doute pas vaine quand, à partir du même principe on nous invite à « participer » à la série : « l'inspecteur mène l'enquête » (jeudi, 20 h 30, TF 1) : une téléspectatrice sélectionnée (?) se transforme en commissaire de police. Entourée d'une équipe fringante de jeunes auxiliaires (blousons, chemises cintrées, cheveux mi-longs, holsters insolents), elle doit démêler l'énigme, avec les conseils bienveillants d'un ancien du métier... Là encore, il est difficile de ne point marcher : les pratiques et les comportements policiers (même les plus racistes, ou les plus fascistes — ce fut le cas lors d'une émission précédente) en deviennent « explicables », « acceptables »...

Alors, en poussant la logique un peu plus loin, pourquoi ne pas imaginer la simulation de séances de torture « pour les besoins de l'enquête » — ou d'exécution capitale en cas « de verdict de mort » ?...

Côté cinéma, on s'est fait plaisir dimanche après-midi (A 2) avec « La Vénus des mers chaudes » ; de l'or dans

un galion coulé, et Jane Russel toutes voiles dehors ; splendeurs et vertiges des profondeurs océanes ; piraterie et cocotiers... Ça se buvait comme du petit lait ; ça se lisait comme une bande dessinée. Idéal pour les dimanches d'hiver où l'on ne quitte pas son pyjama... Et puis, en soirée sur FR 3 : « La fiancée de Frankenstein » — bien mieux qu'un film d'horreur, un chef-d'œuvre de poésie fantastique de (pour en causer dans les salons) : James Whale, 1935.

« L'homme en question », cette semaine (dimanche soir FR 3) était Mar-

les mots croisés de TS

Eratum. — Lago est devenu élogo, lé-sine : lésin, usines : usin, etc., dans la grille n° 5, une case noire s'étant subrepticement glissée hors de sa place réservée. Nous demandons aux lecteurs cruciverbistes de TS de la remettre en place (en VIII-7 et non en VIII-6) et surtout de nous excuser pour cette erreur.

Problème n° 7

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I															
II															
III															
IV															
V															
VI															
VII															
VIII															
IX															
X															

Verticalement

1. A des relations. 2. Risque d'avoir le bourdon. 3. C'est comme ça ! - ne fut pas content. 4. Se « classe » en Savoie, paraît-il - Mao en a fait beaucoup - pronom. 5. Coupa la tête - particule. 6. On en manque et la sécurité y manque souvent (abréviation) - n'en prenez pas un sac. 7. Peut avoir la dent dure. 8. Espagnole - avec lui, tout est possible. 9. Une association qui rapporte. 10. Petite rafle. 11. Des récompenses désordonnées - saignant. 12. Note retournée - une division que l'Etat a tout fait pour vider. 13. Vieux souverain - fabrique. 14. De quoi ruminer longtemps. 15. Très accrocheur - filtre.

co Ferreri, auteur de la « Dernière femme », de « La grande bouffe »... et de quinze autres films. Accusé de complaisance à l'égard de ce monde pourrissant, de manque de conscience de classe, il s'est expliqué tranquillement. En homme de cinéma plus qu'en habitué du micro : « Je raconte des fables. Le point de départ est toujours réel et je pousse l'histoire jusqu'à son ultime conséquence... Un individu qui fait une psychanalyse évoque d'abord des images : moi, mes images peuvent déclencher non pas un débat mais une analyse collective. »

Enfin, « Monsieur Smith au Sénat » (de Franck Capra) diffusé mardi soir sur A 2. Assurément, cela n'a aucun rapport avec la réalité... pensez donc : c'est l'histoire d'un magnat de la presse et d'un parlementaire corrompu qui s'entendent pour faire élire au Sénat (et le manipuler) un certain M. Smith, naïf et probe, chef d'une troupe de boys-scouts... Il s'agissait des « Dossiers de l'écran » : tous les invités furent d'accord : ni fait ni à faire, enfantin, grotesque, voire nuisible... Le plus drôle est que tous ces personnages bien vivants (Defferre, Ballanger, Boulin, Poher and co) semblaient sortir tout droit de ce film américain qui date de 1939 !

Le débat, faut-il le préciser, n'a pas dépassé l'argutie procédurière, l'auto-satisfaction de notable, l'escarmouche d'hémicycle... A quand, en France, des petits films de ce genre, nous campant (par exemple)... des Dassault ou des Hersant dans leurs numéros habituels, et nous décrivant de surcroît les mécanismes et les dessous de nos institutions ?

René LANARCHE ■

Horizontalement

I. 1 500 000 chômeurs, ce n'en est pas un pour Giscard (mot composé). II. Plein de pavot - partie du Yunnan-manifestas un mécontentement. III. Plus ils en ont, plus ils en veulent, plus ils en prennent, plus ils en planquent I - posé. IV. En épelant = égaliser - grecque retournée - souvent sentencieuse I V. Bien attrapés - coule quand c'est un nœud. VI. En épelant : elle appelle - des études qui mènent à l'amiante I VII. Quelle famille I - pronom - possessif. VIII. Se boit Outre-Manche - on les tient I - ne brillent pas par leur envergure. IX. Se met souvent en boule - nous réservent de ces coups I - lourdes. X. De moins en moins lourds - très entouré et pourtant tout petit - meurt en musique chez Grieg.

Solution

Problème n° 6

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	A	R	A	B	I	N	I	E	R
II	H	U	I	S			Z	O	N	E
III	O	G	E	N	N					S
IV	U	M		P	E	U	R		R	S
V	R	E	Z	A		L	O	N	G	E
VI	I	N	D	U	S		B	O	U	M
VII	N	T		L	O	G	E		M	E
VIII	E	E		T	A		B	E	L	
IX	U	R	S	S		C	A	N	E	
X	R	A	T	I	B	O	I	S	E	R

sélection TV

Vendredi 10 décembre 1976 de 20 h à 21 h 30 sur France-Culture, une émission médicale : *Le sommeil*, d'Igor Barrère, en liaison avec TF 1.

A 20 h 30 sur FR 3 : *Les classes moyennes* (II). Cette excellente émission se termine par une question : sauront-elles s'adapter une fois de plus à un système économique nouveau, qu'il soit « libéral avancé » ou socialiste ? Nous ajouterons quant à nous que les contradictions du système économique ont atteint une telle intensité, que le choix sera différent, selon la couche sociale concernée.

A 21 h 30 : Méditerranée : *Mirage* (10^e émission). Le Mirage, c'est recréer l'unité du monde méditerranéen comme au temps de Rome.

A 22 h 47 sur Antenne 2, ciné-club : *Le Roman d'un tricheur*. Un des meilleurs films de Sacha Guitry : une réalisation très en avance sur son temps (1936).

Samedi 11 décembre à 20 h 30 sur Antenne 2 : *Les Mystères de Loudun*, inspiré d'Urbain Grandie, d'Alexandre Dumas et Auguste Marquet, réalisé par Gérard Vergez.

A 20 h 30 sur FR 3 : *Joey* autobiographie de Joey Deacon, d'après Tongue Tied. Une émission de la BBC. Ce film raconte l'histoire de Joey né en 1920 avec des lésions cérébrales. A travers ces mémoires le film montre l'évolution du traitement des handicapés et propose une réflexion sur ce qui devrait être fait dans l'avenir.

Dimanche 12 décembre à 20 h 40 sur France-Culture : Chypre : *Suite sans partition*, une émission de l'Atelier de création radiophonique.

A 22 h 30 sur Antenne 2 : *Nous parlons... Vous écoutez*. Une production de l'INA. Ce sont les Indiens d'Amérique qui nous parlent de leur combat pour le respect des traités acquis mais surtout pour la reconnaissance de leur culture et leur développement économique et démographique.

Mardi 14 décembre à 20 h sur France-Culture : *Dialogue* de Roger Pillaudin : *Le Mythe informatique*. Une libération pour l'homme grâce à ses nombreuses applications ou une nouvelle forme d'asservissement de l'homme à la machine.

A 20 h 30 sur Antenne 2, Les Dossiers de l'écran : *L'Aveu*. Le récit autobiographique, porté à l'écran, d'Arthur London et de sa femme. Réalisation Costa Gavras.

A 20 h 30 sur TF 1 : Les Provinciales n° 3 : *La Vendée* : La mémoire et l'oubli. Réponses aux questions soulevées au cours des émissions précédentes.

A 21 h 25 sur TF 1 : *Les Idées et les Hommes* : Albert Camus.

Mercredi 15 décembre à 20 h 30 sur FR 3, cinéma 16 : *Voici la fin mon bel ami*, réalisation Bernard Bouthier. Le portrait d'un sceptique désabusé, obligé de faire un retour sur lui-même, pour objectiver son passé grâce à la rencontre de deux personnages qui ont un but, un idéal.

Jeudi 16 décembre à 20 h 30 sur Antenne 2, une dramatique : *Bartleby* d'après la nouvelle d'Herman Melville. La solitude, l'incommunicabilité, plus encore l'abandon, plaie profonde de notre société.

A 22 h 25 sur Antenne 2 : *Un trou dans la nuit*. La chanson occitane.

des livres pour les fêtes

histoire

- *Les hommes de la liberté.* Claude Manceron, 3 volumes parus, reliés. Chaque volume : 475 à 700 pages.
T. 1, *Les Vingt ans du roi*, 1774-1778, 59 F - T. 2, *Le Vent d'Amérique*, 1778-1782, 60 F - T. 3, *Le Bon Plaisir*, 1782-1786, 59 F. R. Laffont
- *Blanqui, l'insurgé.* Alain Decaux, Lib. Aca. Perrin, relié et illustré, 640 pages, 65 F.
- *Journal de la révolution cubaine.* 1921-1959, Carlos Franqui, Le Seuil, 1 vol. illustré, 600 pages, 95 F.

histoire du mouvement ouvrier

- *Histoire du mouvement ouvrier français.* J. Bron. Editions Ouvrières. T. 1, Du début du XIX^e siècle à 1884, 260 pages, 27 F - T. 2, 1884-1950, 325 pages, 32 F - T. 3, 1950-1972, 290 pages, 32 F.
- *L'entre-deux-guerres.* La lutte des classes en France, 1926-1939, Pierre Naville. EDI, 1 vol., 630 pages, 115 F.
- *Le Mouvement communiste en France.* 1919-1939, Léon Trotsky. Editions de Minuit, 1 vol. relié, 730 pages, 70 F.
- *Thorez, vie secrète et vie publique.* Philippe Robrieux. Fayard, 1 vol., 660 pages, 59 F.
- *La Lutte de classes en URSS, 1^{re} période, 1917-1923.* Charles Bettelheim. Seuil/Maspéro, 1 vol., 530 pages, 45 F.
- *La Lutte syndicale.* 1905-1957, Pierre Monatte. Maspéro, 1 vol., 320 pages, 45 F.
- *Histoire du mouvement anarchiste.* 1945-1975. Roland Biard. Editions Galilée, 1 vol., 320 pages, 52 F.

mémoires

- *J'ai cru au matin.* Pierre Daix. Ed. R. Laffont, 1 vol., 475 pages, 49 F.
- *La nostalgie n'est plus ce qu'elle était.* Simone Signoret. Le Seuil, 1 vol., 380 pages, 49 F.
- *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France.* Pierre Goldman. Le Seuil, 1 vol., 290 pages, 35 F.
- *Trois points, c'est tout.* Fred Zeller. Ed. R. Laffont, 1 vol., 475 pages, 49 F.

- *La Mémoire ouverte.* Paul Noirod. Stock, 1 vol., 368 pages, 38 F.
- *L'Aventure incertaine.* Claude Bourdet. Stock, 1 vol., 480 pages, 35 F.
- *Mémoires.* Louise Michel. Maspéro, 1 vol., 335 pages, 35 F.

dossier

EDITIONS ALAIN MOREAU

- *Dossier « A » comme Armes.* E. Gerdan. 1 vol., 325 pages, 38 F.
- *Dossier « B » comme Barbouze.* P. Chairhoff. 1 vol., 515 pages, 39,50 F.
- *Dossier « C » comme Combine.* N. Fournier et E. Legrand. 1 vol., 480 pages, 39,50 F.
- *Dossier « F » comme Fraude fiscale.* C. de Brie et P. Charpentier. 1 vol., 480 pages, 39,50 F.
- *Dossier « R » comme Racket pétrolier.* Commission économique du PSU. 1 vol. 350 pages, 39,50 F.
- *Dossier « T » comme Tiercé.* C. Picant. 1 vol., 265 pages, 32 F.

autogestion

- *Autogestion et conditions de travail.* D. Mothé. Le Cerf, 1 vol., 100 pages, 15 F.
- *L'Age de l'autogestion.* P. Rosanvalon. Le Seuil, 1 vol., 190 pages, 8,50 F.
- *Autogestion.* Daniel Chauvey. Le Seuil, 1 vol., 250 pages, 9,50 F.
- *Clefs pour l'autogestion.* A. Guillerme et Y. Bourdet. Seigners, 1 vol., 290 pages, 28 F.

et pour les élections municipales de mars 1977

EDITIONS OUVRIERES

- *L'Action culturelle et le budget municipal.* J. Verpraet et A. Lefebvre, 1 vol., 210 pages, 29 F.
- *Le Conseil municipal - le maire - les adjoints.* J. Fonteneau. 1 vol., 150 pages, 16 F.
- *La Commune et l'environnement.* E. Guillen. 1 vol., 190 pages, 21,50 F.

divers

- *Vocabulaire économique et financier.* Bernard et Coli. Le Seuil, 1 vol., 300 pages, 15 F.
- *Libérez la musique.* J.-C. Lartigot et E. Sprogis. Ed. Universitaires, 1 vol., 170 pages, 30 F.

COMMANDES AUX EDITIONS SYROS — 9, rue Borromée — 75015 PARIS. Règlement à la commande — envoi franco — remise 10 % pour toute commande à partir de 100 F.

Editions SYROS

hors collection

- *L'Enfer des pompiers, journal d'un pompier de Paris.* J.-J. Lubrina. Juin 1974, 163 pages, 24 F.
- *Servitude et grandeur du PSU.* E. Depreux. 1974, 298 pages, 30 F.
- *Le « Mai » des banques.* Collectif, militant CFDT, oct. 1974, 98 pages, 12 F.
- *Chili, 1970-1973, un peuple en lutte.* Collectif « Chili-PSU », 1974, 106 pages, 12 F.
- *Chili, les documents du complot ITT.* Jack Anderson, 1974, 118 pages, 12 F.
- *CFDT au cœur.* Frédo Krumnow. Avril 1976, 192 pages, 22 F.
- *L'Autogestion ? Etats généraux.* Oct. 1976, 268 pages, 22 F.

collection « combat culturel »

- *Les mouvements d'émancipation nationale.* A. Nin, 1975, 202 pages, 24 F.
- *Demain l'URSS.* R. Medvedev, L. Pliouchtch et coll. Mai 1976, 172 pages, 21 F.

- *La comptabilité au service du capital.* M. Mangelot. Ed. Universitaires, 1 vol., 210 pages, 35 F.
- *Les Dossiers noirs du racisme dans le Midi de la France.* Bernard - Dissler - Dugrand - Panzani. Le Seuil, 1 vol., 200 pages, 29 F.

- *Angola : le prix de la liberté.* J.-P. Cosse, J. Sanchez. Juin 1976, 248 pages, 27 F.

collection histoire et théorie

- *Chansons politiques d'aujourd'hui.* Béranger, Brua, Bulher, Imago, Mouloudji, Servat, Vigneault. Juin 1976, 95 pages, 18 F.
- *Mein Kampf.* Dessins de Clément Moreau, antifasciste allemand, à partir du trop célèbre texte d'Hitler. Nov. 1976, 62 pages, 15 F.

collection « points chauds »

- *Le Pouvoir à prendre.* Y. Craipeau. Sept. 1976, 104 pages, 12 F.
- *Requiem pour une médecine.* G. Granier. Nov. 1976, 232 pages, 24 F.
- *Lip ; affaire non classée.* Collectif travailleurs de Lip. Nov. 76, 232 pages, 21 F.
- *Louviers : sur la route de l'autogestion ?* C. Wargny. Déc. 1976, 164 pages, 18 F.

Abonnements nouveaux :
1086
depuis le début de la campagne

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle
Adresse
Code postal Ville

Je souscris un abonnement :

Formule 1 : 6 mois 60 F
1 an 100 F
Formule 2 : 140 F
Formule 3 : 170 F

J'achète l'ouvrage
« r... comme racket... » 30 F

TOTAL : F

(1) Rayer la mention inutile